

***l'Anti*capitaliste**

n°276 | 12 février 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

LUTTER CONTRE LE FN



COMBATTRE

tous les racismes et l'offensive sécuritaire du gouvernement

PHOTO THÈQUE ROUGE / MILCO

Dossier

Allemagne

Régression sociale, démagogie nationaliste, montée des idées réactionnaires **Pages 6 et 7**

ÉDITO

«Qu'est-ce qui est le plus moral: créer une banque ou l'attaquer?»
Page 2

PREMIER PLAN

Grèce: seules nos mobilisations permettront d'avancer!
Page 2



ACTU POLITIQUE

Loi Macron: largesses pour les patrons, fermeté pour les salariés
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Tunisie: entretien avec Fathi Chamkhi, député du Front populaire et militant de la LGO
Page 12



Par HENRI WILNO

« Qu'est-ce qui est le plus moral: créer une banque ou l'attaquer? »¹

Le Monde a publié des informations liées à une gigantesque opération d'évasion fiscale sur la base de données provenant de la filiale de la banque britannique HSBC à Genève. Le journal a pu accéder aux données bancaires de plus de 100 000 clients, représentant la somme de 180 milliards de dollars, dont 3 000 clients français. Le système était bien rodé: la filiale genevoise de HSBC ouvrait des comptes sans se préoccuper de l'origine des fonds, proposant une sécurité supplémentaire: la mise à l'abri des fonds dans des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux (Panama ou les îles Vierges). Parmi les personnes concernées en France, des patrons d'entreprises comme Tati ou les parfums Nina Ricci, des artistes, des sportifs, etc. Et au niveau international, des trafiquants d'armes et de drogues, des financiers, le roi du Maroc, des princes saoudiens, etc. Les données publiées ne concernent que la période de novembre 2006 à mars 2007. C'est donc la face émergée de l'iceberg. De plus, la filiale genevoise de HSBC n'est pas la seule banque dans le monde à se livrer à cette activité. En France, la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale avait estimé son coût pour les finances publiques entre 30 et 60 milliards d'euros par an, 60 à 80 milliards d'euros selon le syndicat Solidaire-Finances Publiques. « Ces exemples appartiennent au passé » a réagi l'Association suisse des banquiers. Le ministre des Finances Sapin a déclaré que « vraiment on a tourné la page »... Cette nouvelle affaire vient trois mois après le « Luxembourgleaks » qui concernait des entreprises. 7 ans après le début de la crise, les banques continuent de prospérer... et de frauder. Aucune réglementation sérieuse de leurs activités ne leur a été imposée. En 2013, la banque HSBC n'avait écopé que d'une amende pour des faits prouvés de blanchiment d'argent de narcotrafiquants et de liens avec des organismes susceptibles de financer le terrorisme. Une sénatrice américaine s'était alors énervée: « Combien de milliards de dollars faut-il blanchir (...) pour qu'on envisage, enfin, de fermer une banque comme celle-ci? » Bonne question, mais qui oublie que le problème n'est pas une banque particulière mais les banques et la finance en général, qu'il faut exproprier et socialiser!

1 - Bertolt Brecht

BIEN DIT

Du point de vue des objectifs sécuritaires, ça n'a pas du tout résolu - pas plus que toutes les autres politiques d'avant, d'ailleurs - la question des trafics, qui se sont simplement soit déplacés, soit se sont momentanément rendus invisibles et puis sont revenus plus tard.

LAURENT MUCCHIELLI, sociologue et responsable de l'Observatoire régional de la délinquance, lundi 9 février à l'occasion de la venue de Valls à Marseille pour vanter ses bons résultats en matière de lutte contre la délinquance...

À la Une

Lutter contre le FN, combattre tous les racismes et l'offensive sécuritaire du gouvernement

C'est un soulagement de voir le Front national battu dimanche dernier lors de la législative partielle du Doubs, tant nous ne voulions pas d'une député d'extrême droite de plus. Mais le soulagement est de bien courte durée...

Certes, une réaction salutaire a mobilisé contre le FN, au second tour, des abstentionnistes du premier tour. Mais l'augmentation de la participation, de 39,5 à 49%, a joué aussi en faveur du FN, montrant une polarisation réelle. Et sa candidate n'a été battue que de 900 voix...

Des partis discrédités

C'est une évidence, la désespérance sociale, fruit du chômage qui ne cesse d'augmenter, des conditions de vie qui se dégradent, du manque d'avenir pour les jeunes et en l'absence de toute réaction sérieuse du mouvement syndical et social, fait le lit du FN. La brutalité antisociale des politiques menées depuis plusieurs décennies par les différents gouvernements, élaborées, impulsées et si nécessaire imposées au sein de l'Union européenne par ces mêmes gouvernements, ont ravagé toute crédibilité des partis politiques impliqués, qu'ils soient de droite ou « socialistes ».

Dans cette législative partielle, l'UMP, éliminée dès le premier tour et totalement sous la pression de l'extrême droite, est rattrapée par ses contradictions internes violentes. Quant au sortant socialiste, Moscovici, ex-ministre de l'Économie et des Finances et désormais commissaire aux Affaires économiques et monétaires pour la Commission européenne, il est particulièrement en pointe pour imposer l'austérité: il représente jusqu'à la caricature ce personnel politique rejeté.

La France mise au pas?

Hollande invoque donc « l'esprit du 11 janvier » pour tenter d'enrayer la chute inexorable du PS. Mais son union nationale, résumée dans

sa conférence de presse du jeudi 5 février, est une politique autoritaire, sécuritaire et liberticide au plan national, impérialiste et guerrière au plan international. S'appuyant sur l'intense campagne médiatique autour des « incidents » survenus dans les établissements scolaires au moment de la minute de silence après les attentats de début janvier, les mesures pour l'école, promue « meilleure arme pour la reconquête », ont pour objectif de préparer une jeunesse qui marche au pas. Hollande a ainsi annoncé une « éducation d'inspiration militaire » en augmentant les places dans les établissements publics

d'insertion de la défense (Epede) pour les jeunes en échec scolaire. De même, pour « l'insertion professionnelle des jeunes », il va expérimenter en métropole le Service militaire adapté qui permet de « former des jeunes dans le cadre militaire pour répondre à des besoins économiques ». On comprend alors mieux sa confirmation de la création d'une « réserve citoyenne d'appui ». C'est donc bien une armée de réservistes, évidemment bénévoles, qui va débarquer dans les établissements pour « défendre les valeurs de la République »...

Dans le même élan, au nom de la lutte contre la menace terroriste, il

annonce qu'il va maintenir le budget de la défense - une somme de plus de 31 milliards - qui doit selon lui « être sécurisée, sauvegardée, préservée, (...) maintenir un niveau des effectifs qui soit conforme à ce (qu'il) pense être l'intérêt du pays ». Et pour faire bonne mesure, il enchaîne sur la « modernisation » de la force de dissuasion nucléaire « autant qu'il est nécessaire ».

Et on pourrait aussi rajouter au florilège: « La République sera intraitable, implacable » ou « la vigilance est portée à son niveau maximal »...

Résister à l'offensive raciste et sécuritaire

S'il se défend de tout racisme et appelle officiellement à ne pas faire d'amalgame, le gouvernement accreditte chaque jour l'idée d'un « problème de l'immigration », en restreignant encore un peu plus la libre circulation. Ainsi, il favorise concrètement l'amalgame entre musulmans et terroristes. Il pratique bel et bien un racisme « d'en haut », qui, ces dernières années, s'est particulièrement déchaîné contre les Roms et les musulmans.

Le rempart contre le FN n'est sûrement pas, comme l'affirme Frédéric Barbier le député PS fraîchement élu, de « garder l'esprit d'union nationale autour des valeurs de la République »...

Au contraire cette politique ne peut que déboucher sur davantage de racisme, d'injustices, d'inégalités, favorisant encore un peu plus le développement du FN. De plus, elle accreditte l'idée que la solution répressive, autoritaire, est la seule possible. Et à ce jeu-là, l'extrême droite est forcément gagnante. L'alerte électorale du Doubs ne peut que nous inciter à combattre avec encore plus de détermination non seulement le FN mais aussi l'islamophobie, l'offensive sécuritaire et autoritaire et la poursuite des expéditions impérialistes.

Christine Poupin

GRÈCE

Seules nos mobilisations permettront d'avancer!

Ce dimanche soir, Tsipras a prononcé son discours de politique générale. Ferme à première écoute, ce discours reflète pourtant les prudences legalistes de Syriza (insistance finale: « nous serons jusqu'au bout au service de la Constitution ») face à une bourgeoisie européenne résolue: la Grèce doit obéir aux diktats, le vote du peuple grec est sans importance!

Il est donc urgent de savoir se positionner dans ce qui est une véritable bataille visant à décourager le peuple espagnol ou portugais de voter demain contre les politiques d'austérité. Raison de plus de se mobiliser à l'échelle européenne contre le coup d'État permanent que constitue la politique de misère des technocrates de l'Union européenne!

L'union sacrée contre le vote grec

Comme on pouvait s'y attendre, les masques sont vite tombés... Après les caresses hypocrites des Junker, Schultz et Hollande, tout ce beau monde s'est rallié à la consigne allemande: la Grèce doit respecter les mémorandums et la troïka. Aucune surprise de ce côté, sinon la conviction maintenue de la part de courants de la majorité de

Syriza que les contacts internationaux pris ces derniers jours par Tsipras ou le ministre Varoufakis ont amené une partie des gouvernements européens à voir favorablement la politique Syriza. Pourtant, la Banque centrale européenne retirant soudain un canal de financement de la Grèce, les affirmations de Hollande sur la récupération des sommes « prêtées », et d'une

manière générale les déclarations des dirigeants sociaux-démocrates sur le respect des « engagements de la Grèce » sont claires: l'UE et la bourgeoisie européenne unies attaquent illico le vote du peuple grec. En retour, les sondages montrent une forte réaction de soutien au gouvernement sur une base de souveraineté nationale niée par l'UE: 72%! Pour autant, il n'y a pas de cadre d'union nationale, malgré les déclarations de soutien à Syriza comme celles de Papandreou ou Stournaras, gouverneur de la Banque de Grèce et ancien ministre des Finances au service de la troïka...

Syriza: des annonces fermes, mais...

Dans son discours du 8 février, Tsipras a gardé le cap: le peuple a voté la fin des mémorandums et de la troïka. Le Premier ministre a rappelé l'urgence humanitaire qui se traduit

Un monde à changer

LE MARÉCHAL SISSI FAIT SES EMPLETTES... ET CONTINUE DE TUER. Les emplettes, ce sont les 24 Rafale et la frégate qu'il semble décider à acheter à la France pour 5 milliards d'euros. L'État français garantit la moitié de la somme. Que ne ferait-on pas pour celui qui a chaussé les bottes du dictateur Moubarak et veut être le fossoyeur des aspirations de la révolution égyptienne ? L'armée égyptienne, colonne vertébrale du régime, veut pouvoir prétendre à nouveau à un rôle régional. Outre le soutien des États-Unis et de la France, le maréchal Sissi a l'appui de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis qui vont mettre la main à la poche, ainsi que d'Israël. D'ailleurs, les autorités égyptiennes continuent de fermer le passage de Rafah, l'unique sortie de Gaza vers le monde extérieur, depuis plus d'un an et demi, et ne l'ouvrent que de temps en temps, pendant seulement 3 jours consécutifs. Et les militaires égyptiens ont commencé à détruire des centaines de maisons et à expulser des milliers de personnes pour établir une zone

tampon de 500 mètres entre l'Égypte et Gaza. Sur le front intérieur, le régime de Sissi ne réprime pas seulement les Frères musulmans mais les démocrates et révolutionnaires. Le 24 janvier dernier, Shaïmaa Al-Sabbagh, militante de l'Alliance populaire socialiste est morte après avoir été blessée par des tirs de chevrotine lors d'une manifestation pacifique. Durant le même week-end, anniversaire du déclenchement de la révolution égyptienne, 28 manifestants ont été assassinés dans tout le pays par la police et l'armée. Enfin, 19 personnes ont été tuées dimanche dernier lors de heurts opposant au Caire la police à des supporters du club de football Zamalek avant un match. la police a effectué « des tirs de chevrotine et de gaz lacrymogènes » a indiqué un témoin à l'AFP. Les fusils à pompe chargés à la chevrotine sont couramment utilisés par les forces de l'ordre pour disperser des manifestants en Égypte... Autant de hauts faits d'arme qui justifie le soutien de la France républicaine.

RÉPRESSION Derrière l'union nationale, le bâton

Un mois après les attentats contre Charlie hebdo et l'Hyper Cacher, la récupération politique de la légitime émotion populaire semble marquer le pas, et le regain de popularité des dirigeants de l'exécutif n'avoir été qu'une embellie très passagère.

Enregistrant respectivement 8 et 7% de baisse dans les sondages, Hollande et Valls reviennent peu ou prou à leurs cotes de popularité qui étaient celles d'avant le 11 janvier. Salué par des rafales de Kalachnikov quelques heures avant son arrivé à Marseille, le Premier ministre en visite promotionnelle de sa politique sécuritaire n'a pas entendu changer son discours lénifiant, allant jusqu'à affirmer que « c'est la première fois que la gauche était capable de prouver son efficacité dans le domaine de la sécurité publique »... Couronne sur le gâteau, l'élection législative partielle du Doubs n'a fait que confirmer la montée électorale d'un FN nullement perturbé par un illusoire front républicain.

Les laudateurs du régime continuent à parler de « l'esprit du 11 janvier », certes Charlie hebdo compte aujourd'hui dix fois plus d'abonnés qu'il y a un mois, mais le glissement vers un État toujours plus autoritaire, la montée du discours raciste, principalement islamophobe, et les bavures l'accompagnant, ont considérablement progressé. Ce sont aujourd'hui nos libertés démocratiques les plus élémentaires qui sont menacées par l'état d'exception

qui continue à se mettre en place. L'offensive idéologique et répressive est telle qu'elle s'attaque uniformément à toutes celles et tous ceux qui refusent d'assumer le discours dominant de la formule politiquement correcte du « je suis Charlie » : enseignantEs refusant de faire « respecter » la minute du silence, salariéEs tenant des propos jugés ambigus... Jusqu'à des enfants sanctionnés et interrogés par la police !

Dangereux terroriste... de 8 ans et syndicaliste récalcitrant

Parmi d'autres, le cas du petit Ahmed, 8 ans, est édifiant. Invité par son instituteur à inscrire « je suis Charlie » sur son cahier, il refuse, et se voit emmené au commissariat pour audition, accusé d'« apologie du terrorisme ». Son père est lui aussi poursuivi pour être entré, inquiet, dans l'établissement scolaire en dehors des heures prévues. Rien que ça ! Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, couvre les comportements honteux de l'équipe pédagogique concernée. Une affaire à suivre attentivement. À Crespin (62), chez Bombardier, constructeur ferroviaire, c'est le secrétaire du Comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de



Vendredi 30 janvier le piquet de grève de SUD à Bombardier pour soutenir Karim. DR

travail (CHSCT), syndiqué Solidaires, qui fait l'objet d'une procédure de licenciement pour « apologie du terrorisme ». Il aurait tenu des « propos inadmissibles » sur les attentats, ce qu'il nie. Le comité d'entreprise, consulté en cas de licenciement d'un élu, a rejeté celui-ci par 5 voix contre 3... dont celles de 2 élus de la CGT. Une mobilisation des salariéEs se tenait devant les portes de l'usine pendant cette séance du CE. La direction voudrait bien se débarrasser de Karim qui, au nom du CHSCT, avait

en janvier porté plainte contre la direction pour « négligence et mise en danger de la vie des peintres »... La mythique union nationale dont on nous rebat les oreilles depuis un mois n'est qu'un leurre et un danger mortel pour notre camp social. Nous sommes toutes et tous concernéEs pour faire barrage à l'artillerie idéologique lourde que le pouvoir tente d'opposer à toute contestation de l'ordre établi... pour le plus grand profit du FN.

Alain Pojolat



Jeu 5 février, les Athéniens dans la rue contre les marchés. DR

par des mesures immédiates de gratuité de l'eau et de l'électricité pour les plus démunis, et plus de justice : retour aux négociations collectives, à la même rémunération que les autres travailleurs pour les moins de 25 ans... En apparence, les mesures du programme de Thessalonique,

mais dans le détail, un étalement dans le temps des mesures, en fonction des avancées de négociations portant sur des délais pour faire accepter en Europe un « programme passerelle » qui permettrait de lutter contre le désastre humanitaire et de rester dans le cadre de l'UE.

En attendant, le discours du gouvernement traduit ce recul par rapport aux urgences : le SMIC ne sera porté à 750 euros (niveau de 2009) qu'en 2016, les mesures d'arrêt des privatisations restent dans le flou, le budget voté par l'ancienne majorité sera respecté. Une tonalité entendue de la part d'autres ministres : ainsi, le ministre de l'Intérieur répond au syndicat POE-OTA que les promesses électorales sur la réintégration des fonctionnaires licenciés se concrétiseraient en fonction des négociations internationales...

Se mobiliser pour imposer les mesures favorables !

Pire, face aux menaces européennes (asphyxie monétaire dans 15 jours ?), le cadre de la soi-disant « négociation » a déjà changé : pour montrer sa bonne volonté, la revendication d'effacement d'une « grande partie de la dette » est retirée, ainsi que la proposition d'internationaliser

la discussion sur la dette, via une « conférence européenne ». On entend même monter un nouveau discours renationalisant la question de la dette, l'attribuant à la fraude nationale et non plus aux banques ou au capitalisme. Tout cela constitue des avances en vue d'un compromis « mutuellement acceptable ». Pour débloquer ce cadre mêlant pressions européennes et premiers reculs de Syriza, les mobilisations populaires seront décisives pour permettre de faire appliquer les mesures sociales indispensables. Jeudi 5 février, des milliers de manifestantEs se sont regroupés à Athènes – avec un parfum de rassemblement des Indignés – et dans plusieurs autres villes. Mercredi 11, nouvelle journée : il est crucial que partout, en Grèce et ailleurs en Europe, les jeunes, les travailleurEs et retraitéEs descendent par dizaines de milliers dans les rues ! **D'Athènes, Tassos Anastasiadis et Andreas Sartzekis**

Le chiffre

+30%

C'est la hausse des dividendes des actionnaires du CAC 40 en 2014. L'ensemble de ces dividendes, 56 milliards d'euros, marquent un sommet proche du record de 2007, avant la crise (57,1 milliards d'euros)...



Agenda

Du 14 février au 2 mars, semaine anticoloniale et antiraciste, Paris.

Programme complet : <http://www.anticolonial.net>

Dimanche 15 février, journée de mobilisation européenne en solidarité avec le peuple grec.

Mardi 17 février, réunion publique du NPA sur la Grèce, Dijon. Avec Alain Krivine, à 20h salle York, Centre de rencontres internationales, 1 boulevard Champollion.

Jeudi 19 février, rencontres de La Brèche, Paris. À 18h avec Richard Wagman, auteur du livre *La Palestine, une question juive*, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, M° Daumesnil.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Un contrat de confiance doit être signé entre les sociétés d'autoroutes et l'État.

FRANÇOIS HOLLANDE à Tulle le dimanche 8 février, ajoutant que le gel des tarifs de péage décrété le 27 janvier était une mesure « provisoire et conservatoire ». Une capitulation en rase campagne de plus...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PROCÈS DU CARLTON DSK, les raclures et la saumure

Ancien directeur d'une filiale d'Eiffage, David Roquet, accusé comme DSK de « proxénétisme aggravé en réunion », a cherché à disculper « le roi de la fête » en affirmant que ce dernier ignorait que les femmes présentes lors des parties dites fines étaient des prostituées...

Faux semblants et mensonges, qui voudraient faire passer le brutal et insupportable commerce du corps des femmes pour du libertinage, dans un procès qui dresse un tableau peu reluisant des sphères dirigeantes de la bourgeoisie.

Le Carlton, hôtel plutôt chic, était le cadre plus ou moins discret de prostitution. Le patron négocie les tarifs, payés d'avance et en espèces, le réceptionniste ne pose pas de questions en donnant la clé, les prostituées se montrent discrètes et leurs clients sont plutôt des gens comme il faut. Et puis la police s'est occupée d'un certain Kojfer, officiellement chargé des relations publiques du Carlton et d'un autre hôtel, en fait entremetteur pour des hommes « ayant de bonnes références », tout cela avec la complicité du gérant et du propriétaire des hôtels.

Les premières écoutes téléphoniques mènent à Dodo la Saumure, connu de la police pour des activités de proxénétisme en Belgique, propriétaire de plusieurs maisons closes le long de la frontière franco-belge. Les écoutes révèlent leur crasse : ils parlent « de la jeune Black cochonne », une « petite Asiatique » qu'on pourrait proposer en « bouquet garni » dans les chambres d'hôtel ou « du pays de l'Est, genre Ukrainienne » pour accompagner des séminaires d'entreprise. Dodo la Saumure recrute : « Je fais de la remonte de cheptel »...



Dodo la saumure le style c'est l'homme. DR

Notables et prostitution

Les écoutes révèlent les liens entre Dodo la Saumure, René Kojfer et des fonctionnaires de police retraités ou en activité, dont Éric Vanlerberghe, ancien président de la Mutuelle du ministère de l'Intérieur devenu détective privé, ou le commissaire divisionnaire chef de la sûreté départementale. La plupart appartiennent à la même loge maçonnique... comme l'avocat Emmanuel Riglaire qui défend Dodo la Saumure. Il est question de plusieurs soirées organisées à Paris, à Vienne ou à Madrid, en présence de Dominique Strauss-Kahn, trois voyages à Washington...

Durant le procès, Dodo la Saumure, cynique, explique que les femmes obligées de se prostituer sont « totalement indépendantes, sinon ça ferait de moi un proxénète ! Si elles viennent chez moi, c'est par adhésion. Elles s'en vont quand elles veulent. (...) La fille me paye 40 euros après chaque rapport. Pour le reste, elles font ce qu'elles veulent, hein ! »

Une ancienne prostituée témoigne à propos du Club Madame, ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : « On dormait dans un sac de couchage, en tenue, et quand un client sonnait, on y allait. On leur était présentées comme de la viande, des petites, des grosses. (...) Le Carlton à côté, c'était la récréation. » Une autre décrit comment elle a franchi le pas : « J'ai ouvert le frigo, je savais que j'allais avoir une enquête sociale pour la garde de mes enfants et j'ai vu que le frigo était vide ». Sonia rajoute : « Je n'avais plus d'emploi et des problèmes d'argent. Personne ne m'a poussée, mais on m'a montré que le bon côté des choses. » À propos du Carlton : « Quand on arrivait, tout était déjà prêt. Il y avait un grand pain garni et une bouteille de champagne. On mangeait. Nous, on était le dessert. Ces messieurs faisaient leur choix, (...) on était de la viande » dira une autre...

Contrainte, brutalité, mépris des femmes, s'étalent dans ce procès où l'acteur principal, DSK, ne semble se différencier que par une particulière brutalité et son abject cynisme, son goût prononcé du pouvoir d'acheter comme celui de dominer.

Yvan Lemaitre

Le banquier-ministre a dû solliciter une rallonge d'une semaine de débats et s'est attiré les foudres de sa collègue Lebranchu, pressée de faire adopter sa loi sur la réforme territoriale. Initialement prévu le 10 février, le vote du texte par l'Assemblée n'interviendra finalement pas avant le 17, et la loi sera ensuite transmise au Sénat. Pour mémoire, le projet de loi sur le mariage pour tous avait par exemple été débattu à l'Assemblée en onze jours. Alors pourquoi une telle longueur ?

Macron recule pour certains...

La première partie du texte est consacrée aux fameuses « professions réglementées » (notaires, avocats, etc.) qui ont fait jouer tous leurs relais au sein de l'hémicycle pour limiter la déréglementation voulue par Macron et l'exposition à la concurrence qui va en résulter. Plusieurs centaines d'amendements ont ainsi été déposés et examinés. Soucieux de ne pas se couper des quelques secteurs qui n'ont pas encore trop soufferts de sa politique, le gouvernement a dû reculer partiellement. Et Macron est venu confesser dans l'hémicycle s'être trompé... et a renoncé à instaurer un « corridor tarifaire » qui aurait permis la variation, et donc la baisse, du prix de certains actes notariés. De plus, les parlementaires ont utilisé leur droit d'amendement pour aggraver certaines parties du projet. Le rapporteur « socialiste » du texte a ainsi fait passer en commission un article introduisant dans le droit français la notion de « secret des affaires », afin de pouvoir traîner devant les tribunaux celles et ceux qui auraient la mauvaise idée de vouloir montrer l'envers du décor des grandes entreprises. La ficelle était tellement grosse que même des journalistes peu suspects de militantisme (*Capital*, *Zone*

Largesses pour les patrons, fermeté pour les salariéEs

LOI MACRON

L'examen de la loi Macron par l'Assemblée nationale est un long fleuve, mais pas tranquille ! Au point que l'adoption de la loi avant la raclée programmée des élections départementales fin mars n'est plus certaine...

LA DÉRÉGLEMENTATION SELON MACRON



interdite ou le Figaro) ont exigé le retrait de cet amendement. Face à cette fronde inattendue, François Hollande a tranché et a demandé que soit sacrifié l'accessoire pour ne pas compromettre l'adoption de l'essentiel : les nouvelles attaques contre les droits des salariés. Par contre, le gouvernement est resté ferme quant à l'allègement de la fiscalité sur les stock-options. La mesure, qui devrait coûter 400 millions d'euros sur trois ans, a été adoptée sous les applaudissements de tous les lobbys patronaux !

Mais pas pour les travailleurs !

Les journalistes, les notaires, et demain peut-être les patrons d'auto-école obtiennent gain de cause. Mais il est certain que Macron n'aura pas l'oreille aussi favorable pour les travailleurEs qui protesteront contre l'extension du travail dominical, la facilitation des licenciements économiques ou encore la casse de l'inspection du travail et des prud'hommes. D'abord parce que la commission spéciale, qui a examiné la bagatelle de 1743 amendements, n'est

revenue sur aucune des principales régressions contenues dans le projet de loi. Ensuite parce qu'au vu des délais pour l'examen du reste du projet de loi, le gouvernement risque de passer en force. Deux semaines de débat autour d'articles qui concernent quelques milliers de libéraux, et trois jours pour casser les droits de millions de salariéEs, voilà qui résume bien les priorités du gouvernement.

Second round

Après l'épisode des « pigeons », l'examen de la loi Macron par l'Assemblée est donc une preuve supplémentaire du fait que le gouvernement ne cède gentiment qu'aux patrons, grands et petits. Les salariéEs eux, doivent se mobiliser et taper le patronat et l'État au porte-monnaie s'ils veulent être entendus.

La mobilisation du 26 janvier a été un échec relatif, mais il se peut que Macron nous offre un second round. Son directeur de cabinet a évoqué un débat au Sénat « à la mi-avril ». À nous d'utiliser ce temps supplémentaire pour organiser des réunions publiques, des meetings, argumenter, convaincre et préparer une nouvelle manifestation pour le retrait du projet de loi.

Comité Inspection du travail

UMP Au bout de la route, la dérouté ?

L'élection législative partielle dans la 4^e circonscription du Doubs, dans laquelle son candidat a été éliminé dès le 1^{er} tour, aura contribué à accentuer la crise que traverse aujourd'hui l'UMP...

C'est un parti miné par les affaires : élection à la présidence de l'UMP truquée, querelles d'egos incessantes et médiatisées, affaires financières et morales douteuses... Et le retour de Sarkozy à la tête du parti est également problématique. Plus préoccupé par ses prestations extrêmement bien rémunérées aux quatre coins du monde et par la présidentielle de 2017 que par la vie et l'unité de l'UMP, il ne parvient pas à rassembler. Sa proposition de consigne de vote pour le second tour de l'élection, battue lors du conseil politique, en dit long sur le peu de confiance dont il jouit au sein de son propre parti, et sur les divisions entre ténors de l'UMP. Tout cela se traduit dans les choix électoraux des uns et des autres, oscillant entre le centre et l'extrême droite, ce qui renforce le caractère inaudible de ce parti.

L'impossible consigne de vote

La consigne de vote majoritaire au bureau national du parti – « ni/ni » – est une position non politique qui tire un trait d'égalité entre le PS et le FN, mais qui exprime cependant bien les dilemmes de cette droite en manque d'idées et



Conseil national de l'UMP: la joie de vivre... DR

d'unité organisationnelle. D'un côté, ne pas choisir le FN est pour eux tout à fait logique. En effet, quand ils sont au gouvernement, PS ou UMP conduisent les mêmes politiques de soutien au patronat contre les droits des salariéEs et des chômeurs et un interventionnisme impérialiste quasi semblable. Mais surtout, l'UMP peut espérer que, dans une situation identique, le PS appellera, comme il l'a déjà fait, à voter pour sa formation face au FN. Enfin, c'est aussi envoyer un signal aux formations politiques du centre (Modem, UDI) appelées à jouer leur

rôle dans la vie politique actuelle... et aussi très convoitées par le PS. C'est cela qu'exprime parfaitement une partie des cadres de tradition gaulliste autour de Juppé. D'un autre côté, ne pas appeler à voter PS s'explique pour l'UMP par la radicalité sécuritaire, la création du bouc émissaire, « musulman » de préférence, les politiques drastiques contre l'immigration, la défense d'une identité française fantasmée... Des idées portées par le FN qui tentent aujourd'hui une partie importante de l'électorat en mal de vivre. Un électorat qu'il ne

faut pas non plus mécontenter, car c'est une partie non négligeable de l'électorat de droite.

À qui profite le « ni/ni » ?

Et, pourtant ce sont ces électeurs, divisés et déboussolés, ceux dont le candidat a été battu au premier tour, qui ont pour consigne « ni/ni », qui, par le scandale du scrutin majoritaire à deux tours, véritable déni de démocratie, pèsent dans la victoire de l'un ou l'autre des deux candidats du second tour ! Et les résultats sont là : le candidat socialiste est élu de justesse. 860 voix seulement le séparent de la candidate frontiste. Une toute petite victoire pour le parti au gouvernement qui a pourtant usé et abusé durant toute la campagne de « l'esprit du 11 janvier » porté par les ténors du gouvernement qui avaient fait le déplacement dans le Doubs. Le Front national est le gagnant de ce scrutin, augmentant de 16 points son score entre les deux tours, alors que sa campagne, a minima, a tourné uniquement à la lutte contre « le péril de l'islam ». Le « ni/ni » de l'UMP a donc d'abord servi la candidate FN.

Ce résultat confirme, encore une fois, l'offensive réussie du parti de Marine Le Pen dans toutes les échéances électorales, cassant le système de l'alternance gauche-droite jusqu'alors bien rôdé de la 5^e République. Tout cela rend d'autant plus « floue » l'UMP, son programme... et son devenir.

Roseline Vachetta

L'OEIL DE MOSCOU...



UKRAINE

De la guerre « hybride » à la guerre totale ?

Le fragile cessez-le-feu de septembre 2014 a été enterré ce mois de janvier. Les offensives dans le Donbass sont-elles le prélude d'une guerre totale ou de la renégociation d'un accord bâtard ?

On ne sait pas ce qui sortira de la rencontre de mercredi 11 février entre Hollande, Merkel, Poutine et Porochenko. Après la reprise de contrôle de l'aéroport de Donetsk et une offensive tout au long de la ligne de front, les conflits se concentrent sur la « poche » de Debaltsevo où plusieurs milliers de soldats ukrainiens sont quasiment encerclés.

Que veut Poutine ?

Le 2 février, le dirigeant de la République populaire de Donetsk (RPD), Zakharchenko, annonçait « la mobilisation de 100 000 hommes dans les 10 jours ». S'agit-il de « la couverture possible d'une entrée massive de troupes russes »¹ ? Les États-Unis ont menacé de livrer des armes létales à l'Ukraine, un choix qu'Angela Merkel, notamment, a rejeté : « je ne vois pas en quoi un meilleur équipement de l'armée ukrainienne impressionnerait le président Poutine ».

Pour le Premier ministre ukrainien Iatseniouk, chef de file du Front populaire (L'Obs du 29 janvier), le « but ultime » de Poutine « est de mettre la main sur l'Ukraine » : « Il veut reconstituer l'Union soviétique, sous une forme ou une autre ». C'est une vision d'un autre temps.

Mais Poutine cherche à instrumentaliser les conflits en Ukraine pour consolider ses marges de négociations avec l'UE. L'aide qu'il apporte vise à assurer aussi des voies de passage vers la Crimée (corridors, aéroport de Donetsk...), à négocier en position de force les frontières de l'« Union des républiques populaires » autoproclamées sur une partie du Donbass. Leurs dirigeants y ont organisé des simulacres d'élections le 2 novembre, non reconnues par Moscou. Kiev a coupé leur financement budgétaire en exigeant l'annulation du scrutin. Les insurgés réclament son rétablissement et un large statut d'autonomie en Ukraine.

Et que veut le peuple ukrainien ?

L'annexion de la Crimée par Poutine et ses discours sur la « Novo-Rossya » ont renforcé en Ukraine l'hostilité à son régime, et un basculement populaire, bien plus net qu'avant la crise, vers l'UE et l'OTAN. Le climat de guerre a détourné les mouvements protestataires des questions sociales, cela alors que le pays est exsangue et soumis aux politiques du FMI. Pourtant, les différentes vagues de conscriptions se heurtent à

des résistances majeures, en dépit de la popularité des bataillons de volontaires.

Ces tendances se reflètent dans le résultat des élections législatives d'octobre², mais aussi dans les choix évolutifs des oligarques du Donbass derrière la recomposition des partis. La participation (52%) a été plus faible qu'aux présidentielles de mai (et moindre à l'est qu'à l'ouest). Mais un « vote Porochenko » a exprimé sur tout le territoire un patriotisme ukrainien, y compris dans les régions de l'est les plus russophones, soutenant la démarche de négociations internationales du président. Dans l'oblast du Donbass, il y a eu participation aux législatives de 32,5% de la population, comme dans celui de Louhansk, cela alors que les « séparatistes » ont empêché la majorité des électeurs de voter. La défiance envers Kiev dans les régions de l'est ne se traduit pas par une mobilisation active dans les combats. Mais elle se révèle par l'abstention massive et le vote régional dominant pour le « Bloc d'opposition ». Des soldats ukrainiens envoyés dans l'est soulignent une réalité : « Les deux camps ont désinformé, menti, terrorisé la population civile. (...) Lorsqu'il est possible de dialoguer avec la

population locale, la majorité pose la question : pourquoi vous êtes venus sur notre terre les armes à la main ? Lorsque tu réponds : pour que les séparatistes et les soldats poutiniens ne viennent pas avec les armes sur notre terre, ils ne l'entendent pas »³.

Aucun accord ne sera stable. Mais la population, prise en otage par la guerre, a un besoin vital de cessez-le-feu. Alors, pourra reprendre la contestation sociale et politique des régimes dominants à Kiev, dans l'UE et à Moscou – y compris en Crimée et dans le Donbass.

Catherine Samary

1- Cf. Vincent Prémeyre le 3 février sur Mediapart :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/vincent-premeyre/030215/commentaire-ukraine-rebellion-oligarchique-dans-le-donbass>

2- La nouvelle majorité « pro-occidentale » comporte le Front populaire de Iatseniouk (hostile au cessez-le-feu) et le Bloc Porochenko. Chacun a autour de 22% dans le scrutin proportionnel de liste concernant 225 députés, mais le second gagne une forte avance en sièges dans le scrutin direct. Plus proche de la société civile émerge Samopomitch (entraide) avec près de 11% de voix. À l'extrême droite, Svoboda n'est plus à la Rada. Pravy Sektor obtient moins de 2% et le Parti radical environ 7% des suffrages. Dans l'opposition, le PC ne franchit pas le seuil des 5% et le Bloc d'opposition détient environ 7% de sièges.

3- Cf. <http://ks3260355.kimsufi.com/inprecor/article-inprecor?id=1705>

DAECH Retour sur la stratégie de l'État islamique



L'État Islamique en Irak et au Levant (Daech) n'est pas une simple bande de tueurs sanguinaires sans objectif et sans stratégie. Il s'agit d'une entité politique et militaire qui s'appuie sur un système économique-social bien huilé (grâce, notamment, à l'argent du pétrole).

Qui plus est, Daech a développé une véritable stratégie de communication politique destinée à susciter l'adhésion au-delà des territoires sous son contrôle, qui passe notamment par des prises d'otages... et des exécutions.

Otages japonais

Au cours des dernières semaines, l'État islamique a ainsi annoncé la capture, puis l'exécution, de deux otages japonais. Dans une des vidéos adressées au gouvernement japonais, Daech a exigé le versement d'une rançon de 200 millions de dollars, une revendication qui a pu surprendre dans la mesure où l'organisation est largement auto-financée. Selon Jérôme Fritel, auteur d'un reportage sur Daech diffusé le 10 février sur Arte, le groupe aurait ainsi sous son contrôle « à peu près 15% du PIB irakien, c'est-à-dire environ 35 milliards d'euros, ce qui correspond à peu près au budget de la défense de la France ».

La somme de 200 millions de dollars correspond en réalité précisément au montant versé par le gouvernement japonais à la coalition dirigée par les États-Unis pour soutenir les opérations militaires contre l'EI. Ainsi, bien que le Japon ne participe pas directement aux bombardements, il est à son tour désigné comme un ennemi qui doit s'attendre à payer le prix de sa collaboration avec Washington. Les otages japonais ont ainsi connu le même sort que les États-Uniens Steven Sotloff et James Foley, exécutés dans des conditions similaires en 2014.

Pilote jordanien

Quelques jours plus tard, c'est un jeune pilote jordanien qui était à son tour exécuté, dans une macabre mise en scène vidéo : vêtu d'une combinaison orange (la même que celle des prisonniers de Guantánamo), trébuché sur le lieu de ce qui semble être un bombardement de la « coalition », le pilote est ensuite placé dans une cage dans laquelle il est brûlé vif. Cette fois, l'EI exigeait la libération de prisonniers « djihadistes » (également évoqués dans les vidéos concernant les otages japonais), notamment Sajida al-Richawi, condamnée à mort en Jordanie pour sa participation supposée à une vague d'attentats en 2005.

Au travers de cette prise d'otage, c'est la Jordanie elle-même qui était visée, en tant que pays allié de la coalition dirigée par les États-Unis. Daech entend en effet dénoncer les États directement impliqués, qu'ils soient occidentaux ou arabes. Le message de l'EI est clair, et a vocation à être entendu non seulement en Occident mais aussi dans le monde arabe : « si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous ». Une rhétorique qui fait écho à celle du « choc de civilisation », développée après le 11 septembre 2001 par l'administration étatsunienne et reprise en chœur dans la majorité des pays occidentaux. Pris en otage entre les politiques impérialistes des grandes puissances et de leurs alliés locaux et le projet totalitaire de Daech, qui se nourrit mutuellement, les peuples du Moyen-Orient ont ainsi besoin de notre soutien, à l'instar des Kurdes de Kobané dont la récente victoire militaire face à Daech est la première bonne nouvelle qui nous soit parvenue de cette région depuis de longs, trop longs, mois.

Julien Salingue

NIGERIA Élections sur fond de violence

En organisant un attentat contre Goodluck Jonathan, le président du Nigeria, la secte Boko Haram veut montrer qu'elle compte peser de tout son poids lors des élections présidentielles finalement repoussées au 28 mars.

Les élections nationales ont toujours été une source de violence dans ce pays. Les politiciens de tous bords n'hésitent pas à utiliser des voyous et hommes de main pour s'attaquer à leur adversaire, perturber les réunions publiques et faire pression sur les électeurs. Ainsi, à l'issue des élections de 2011, des émeutes avaient éclaté dans le nord du pays, provoquées par des militants déçus de la défaite de leur candidat. Plus d'un millier de morts avaient été dénombrés.

La campagne électorale est évidemment marquée par les victoires militaires dans le nord du pays du groupe islamiste Boko Haram, qui conquiert villages et villes avec une extrême violence, massacrant population civile et détruisant les infrastructures et les bâtiments des cités. En contrôlant des larges parts des trois États du pays, Borno, Yobe et Adamawa, le scrutin risque d'être perturbé. En effet, Boko Haram considère les élections comme contraires à l'islam. Ce sont donc plusieurs millions de personnes qui risquent de ne pas pouvoir voter. La légitimité de ces élections est donc posée et les deux principaux



À Abuja une manifestation contre le report des élections le 7 février. DR

candidats, les mêmes que ceux de 2011, le président sortant Goodluck Jonathan – chrétien issu du sud – et l'ancien dictateur Muhammadu Buhari – musulman issu du nord – risquent de s'en servir pour contester la victoire de son adversaire. D'autant que ce n'est pas le seul problème qui se pose pour ces élections puisque la moitié des cartes biométriques n'a pas été distribuée à la population. Chacun des camps affirme avec force qu'il n'acceptera pas la victoire du camp opposé... Ainsi « Les militants

armés qui ont fait régner la violence dans la région du Delta du Niger (...) menacent de reprendre les armes si le président sortant Goodluck Jonathan (...) n'est pas réélu »¹.

Contre-offensive des pays africains

Boko Haram a mis en lumière l'inefficace criminelle des dirigeants de l'État fédéral qui considèrent les attaques de la secte islamique comme secondaires, ainsi que le degré de corruption du pays, et

plus particulièrement celui de son armée. Les piètres performances des troupes nigérianes s'expliquent par les carences en logistique, en armement et munitions. En effet, les officiers supérieurs sont plus préoccupés par la gestion de leur patrimoine que par la stratégie contre Boko Haram.

La fuite en avant de la secte islamiste, qui a attaqué le nord du Cameroun menaçant ainsi les intérêts économiques du Tchad, a poussé ce pays à intervenir, d'abord en aide aux troupes camerounaises, puis en exerçant leur droit de poursuite sur le territoire nigérian. C'est ainsi que la ville de Gamboru a pu être reprise après un intense bombardement aérien.

Si ces victoires militaires sont les bienvenues, elles ne règlent pas les problèmes du pays : une classe dirigeante prédatrice qui a détruit la majeure partie du tissu économique et l'agriculture vivrière au seul profit du pétrole dont la baisse des cours se répercute sur le niveau de vie des populations ; l'absence de développement harmonieux entre le nord et le sud ; et des politiciens qui, pour maintenir leur pouvoir, attisent les violences inter-religieuses et inter-communautaires, offrant ainsi un terrain de prédilection à Boko Haram.

Paul Martial

1- <http://www.lorientlejour.com/article/909115/le-sud-petrolier-du-nigeria-menace-de-sembraser.html>

La démagogie contre le peuple grec vise tous les travailleurs

La semaine dernière, le nouveau ministre grec de l'Économie, Yanis Varoufakis, a rencontré son homologue allemand, le grand argentier Wolfgang Schäuble. L'entretien, qui a eu lieu jeudi 5 février, semble avoir tourné court... très court. À la sortie, le ministre grec a ainsi déclaré : « Nous n'avons même pas été d'accord pour constater que nous n'étions pas d'accord. »

L'ambiance avait été assez fraîche, et le représentant du gouvernement d'Alexis Tsipras a dû comprendre que Schäuble n'entendait lui laisser aucune marge de manœuvre pour un rééchelonnement ou une annulation partielle de la dette accumulée par la Grèce. « La fiabilité est la condition (préalable) de la confiance », assena le conservateur allemand Schäuble, entendant par là que le nouveau gouvernement grec ne devait pas dévier d'un centimètre dans la voie du remboursement de la dette contractée par les gouvernements précédents. En partie, d'ailleurs, pour acheter des armes (chars, navires de guerre, avions)... dont les premiers fournisseurs étaient l'Allemagne et la France, les dépenses militaires grecques – 4,3% du PIB – ayant été les plus élevées de l'Union européenne. Évidemment, pour Schäuble, la dette illégitime ou odieuse, cela n'existe pas !

Le chef des usuriers de la Grèce

Cette position ne fut pas une surprise. Le ministre des Finances de la principale économie du continent, et dont le pays héberge – et influence – également la Banque centrale européenne (BCE) basée à Francfort, avait déjà clarifié sa position plusieurs semaines auparavant. Plus précisément, le 29 décembre 2014, au lendemain de l'échec de l'élection d'un nouveau président de la République par l'ancienne coalition d'Antonis Samaras, ce qui avait ouvert la voie aux élections législatives anticipées de fin janvier. Ce jour-là, Schäuble avait tenu à « rappeler la Grèce à ses promesses », alors même que le FMI suspendait son prêt au pays.

Le Parti social-démocrate (SPD), qui participe au gouvernement avec la droite chrétienne-démocrate et chrétienne-sociale (CDU/CSU) d'Angela Merkel et de Wolfgang Schäuble, partage ces mêmes positions, en tout cas au niveau de ses dirigeants droitiers. Le 2 février dernier, Peer Steinbrück, ancien ministre des Finances et candidat (malheureux) du SPD à la chancellerie en 2009 contre Angela Merkel, déclara ainsi dans une interview au quotidien *Die Tageszeitung* : « Varoufakis exige que nous capitulions sans résistance. (...) On ne peut pas, dans un acte d'obéissance par anticipation, accepter d'ores et déjà d'annuler des dettes pour les décennies à venir ! Il est bien possible que l'économie grecque se remette, et qu'elle puisse satisfaire à ses obligations, à un moment ou à un autre. »

Cette position dure est plutôt populaire dans le pays. Dès 2010, une majorité solide de plus de 60% avait soutenu la politique de la chancelière Angela Merkel vis-à-vis de la Grèce. Une politique



Quand Schäuble rencontre Varoufakis... DR

combinant intransigeance sur le fond (oui, la Grèce doit honorer « ses dettes ») et arrangements sur les modalités (échelonnements, prêts intermédiaires pour permettre aux gouvernements grecs de payer aujourd'hui le service de la dette... en s'endettant pour demain et après-demain).

L'offensive de l'extrême droite

Plus à droite sur l'échiquier politique, cette position est encore durcie. À la différence de la France, où l'extrême droite a longtemps fait de la démagogie sur la question, présentant son propre pays et la Grèce comme deux victimes – à un niveau équivalent – de l'ogre supranational européen, la droite nationaliste allemande a toujours présenté les Grecs (en tant que tels) comme fautifs. Certes, le FN français vient d'effectuer un tournant important sur la question : avant l'élection du 25 janvier, il se félicitait de la victoire attendue de Syriza, parce que celle-ci permettrait de rediscuter du système de l'euro. Mais, depuis, le parti français d'extrême droite s'est clairement prononcé contre une annulation partielle de la dette grecque, une mesure « irresponsable » selon

le FN... Les choses se sont ainsi clarifiées, et le parti néofasciste français ne fait plus semblant de se positionner dans le même camp que le peuple grec, un camp où il n'a effectivement aucunement sa place...

En Allemagne, de telles ambiguïtés, fussent-elles entretenues pour des raisons purement tactiques, n'ont jamais existé. En 2010, un parti d'extrême droite à dimension régionale (qui a eu une certaine influence locale à Cologne), Pro NRW, a ainsi collé des affiches aux élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie portant cette inscription : « Pas un centime pour les Grecs ! » Le parti de la droite (extrême) souverainiste AfD (« Alternative pour l'Allemagne »), qui a percé ces deux dernières années, a repris le même flambeau, cela en culturalisant, voire racialisant le conflit avec « les Grecs », en présentant la situation économique de la Grèce comme résultant de prétendus traits culturels « méditerranéens » ou « sudistes »... Ainsi, à la mi-mai 2014, lors des « Journées politiques » organisées à l'Université de Passau (Bavière), le porte-parole du parti AfD, Konrad Adam, a tenu ces propos qui ont suscité un petit tollé dans une

partie de l'auditoire étudiant : « Si les Grecs s'étendent sous les oliviers et décident de ne pas travailler, je n'ai rien contre ça. Mais pas à nos frais ! » (Sic)

La résistance des organisations du monde du travail

Tout le monde n'est pas sur cette ligne en Allemagne. Alors que s'organise un mouvement de solidarité avec la Grèce, surtout dans la gauche radicale, les appareils syndicaux ont aussi réagi à la victoire de Syriza et aux débats qui ont suivi. Ainsi la puissante fédération syndicale des services, VerDi (environ deux millions d'adhérents), et IG Metall, la fédération de la métallurgie, se sont démarquées de la politique gouvernementale dans des déclarations récentes. Celle d'IG Metall¹ est intitulée : « La Grèce après l'élection : pas un danger, mais une chance pour l'Europe ! », concluant sur un appel à « saisir la chance pour une Europe démocratique et sociale ».

Dans un autre appel, plus « modéré », commun aux secrétaires de plusieurs des principales fédérations du DGB (qui est, de fait, la confédération unique des syndicats allemands), il est question d'ouvrir une négociation « sérieuse et sans tentative de chantage » avec la Grèce. Certes, ce n'est pas un soutien franc et enthousiaste à la politique de Syriza, mais plutôt formulé comme un appel à négocier. Toujours est-il que cette ligne diverge sérieusement de celle des dirigeants politiques du SPD ou de la CDU/CSU. L'appel est soutenu par la confédération DGB, par les fédérations VerDi, IG Metall, IG Bau (construction), EVG (chemins de fer et transports), GEW (éducation) et NGG (hôtellerie, restauration et agro-alimentaire).

Bertold du Ryon

1 – http://www.igmetall.de/internet/docs/Griechenland_Resolution_192987fa22a87de4757af0494a5c332823b43051.pdf



Konrad Adam et l'AFD le choix du pire... DR

Allema

régression

démagogie

montée

réactionn



Berlin affiche une solide santé économique commerciale record selon les chiffres (Destatis) : l'Allemagne n'a jamais atteinte 1133,6 milliards d'euros, excédent commercial n'a jamais été aussi élevé de 22 milliards de plus qu'en 2013. Cette santé de l'économie du Made in Germany sur un recul des conditions de vie et de travail, précaire. Cette offensive contre les salariéEs et campagne démagogique flattant les égoïsmes la Grèce est aujourd'hui la cible et, en conséquence, nourrissent les forces d'extrême droite. Cette dernière s'est exprimé dans les manifestations Européens patriotes contre l'islamisation de l'Europe. Le mouvement lui-même peut-être, la montée de la réaction. Ce dossier donne un éclairage sur cette Allemagne et la montée du nationalisme et des préjugés réactionnaires.

Allemagne

Crise sociale

Nationalisme

des idées

aires



Une pancarte dans une manifestation de Pegida à Dresde... DR

...misme, comme le souligne le nouvel excédent des exportations publiés par l'office fédéral des statistiques... tant exporté qu'en 2014. Ses exportations battant le précédent record de 2012. Son... é, atteignant 217 milliards d'euros, soit

...y et des profits du grand patronat repose pour un monde du travail de plus en plus... les classes populaires s'accompagne d'une... s nationaux, orchestrée par la CDU, et dont... ence, d'une régression politique dont se

...ations anti-immigrés initiées par Pegida (« Les Occidentaux ») à Dresde. Mouvement éphémère ?... réactionnaire certainement pas. L'Allemagne gangrenée par la régression sociale,... tionnaires.

De la crise de Pegida à de nouveaux regroupements à droite

Que va-t-il rester du mouvement Pegida, qui a défrayé la chronique pendant plusieurs semaines, au-delà des frontières du pays, dans une bonne partie de l'Europe, en décembre 2014 et janvier 2015 ?

La question est désormais posée. Les mobilisations impulsées par le mouvement portaient sur le refus de l'immigration et d'une prétendue « islamisation » du pays. Le tout étant fréquemment mêlé – dans un ensemble plutôt incohérent – avec des dénonciations de l'injustice sociale, un refus d'un « danger de guerre » (surtout lié à une exacerbation des combats entre l'Ukraine et la Russie, mais formulé par le mouvement dans une optique très favorable au régime de Vladimir Poutine) ou encore un rejet des médias. Ces derniers sont globalement qualifiés de *Lügenpresse* (« presse du mensonge »), alors que certains protagonistes du mouvement ont une nette affinité pour les théories du complot en tout genre...

L'élan brisé de Pegida

Le mouvement avait lancé en octobre dernier des manifestations de rue qui avaient pris une dimension considérable dans plusieurs villes de la région Saxe – mais qui restaient nettement plus minoritaires dans d'autres parties de l'Allemagne. Cette période de manifestations est semble-il désormais révolue.

De plus, plusieurs démissions ont frappé le noyau dirigeant. Le 21 janvier, ce fut d'abord le fondateur lui-même de Pegida, Lutz Bachmann, qui annonça son départ. Celui-ci était devenu inévitable : alors qu'il avait joué la carte du « simple citoyen apolitique » (et surtout pas d'extrême droite), Bachmann dut faire les frais d'une révélation du quotidien tabloïd *Bild*. Ce journal plutôt conservateur-populiste, qui tire quotidiennement à plusieurs millions d'exemplaires, avait publié des photos de Lutz Bachmann mises en ligne sur Facebook où ce dernier s'était grimé en Adolf Hitler, avec fausse moustache, et posant complaisamment sous le titre : « *Il revient!* »... Bachmann avait aussi tenu des propos sur les réseaux sociaux où il avait désigné des immigrés (entre autres) comme *Viehzeug*. Ce terme, traduit dans des médias français par le mot « bétail », est encore plus violent en version originale, contraction de *Vieh* (terme utilisé pour nommer des bêtes, des animaux) et *Zeug* (« des choses, du foutoir »)...

Lutz Bachmann a eu des successeurs éphémères à la direction du mouvement, tout en cherchant à le contrôler en sous-main... ce qui a à nouveau mis le feu aux poudres. Le 28 janvier, c'était au tour de cinq membres de la direction de Pegida (sur douze), dont la nouvelle porte-parole Kathrin Oertel, de claquer la porte. À Dresde, fief absolu à l'origine du mouvement, le reflux du mouvement était alors bien perceptible.

Il restait une antenne locale du mouvement dans une autre ville de la région Saxe, Leipzig, où le mouvement local s'affichait comme officiellement « plus droitier » que Pegida (canal historique) et se dénommait Legida. Ce dernier continuait à impulser des



Pegida en manifestation à Munich DR

manifestations, alors que le déclin avait commencé, mais le vendredi 30 janvier, il n'attirait plus que 1500 personnes, contre plus de 10 000 encore à la mi-janvier. Et ce lundi 2 février, le porte-parole de Legida, Jörg Hoyer, a démissionné à son tour, officiellement « pour raisons de santé ». Un nouveau rassemblement de rue, initialement prévu à Leipzig pour ce lundi 9 février, a été interdit par la police...

Vers de nouveaux regroupements à droite ?

Alors que la mobilisation semble s'étioler dans la rue, certains des protagonistes semblent vouloir le continuer dans d'autres arènes. Pour l'ex-porte-parole Kathrin Oertel, cela semble être la politique municipale dans laquelle elle souhaite s'engager dans un proche avenir. Elle a ainsi annoncé le lancement d'une association qui portera le nom « Démocratie directe pour l'Europe », et dont elle a précisé qu'elle se situera « à la droite de la CDU (Union chrétienne-démocrate) », le parti conservateur d'Angela Merkel.

D'autres se retrouveront très probablement dans les rangs du parti de la droite – et droite extrême – souverainiste, AfD (Alternative für Deutschland, « Alternative pour l'Allemagne »). Ce parti, plus comparable à l'ex-mouvance de Philippe de Villiers en France ou au UKIP britannique qu'au FN français, a été fondé en avril 2013 comme une scission de la droite classique. Il a choisi comme créneau principal l'expression de l'« euro-scepticisme », et surtout

l'opposition à toute « aide à fonds perdu pour le contribuable allemand » qui serait – en tout cas selon la présentation officielle ou partisane – prétendument donnée généreusement à la Grèce et à d'autres pays du Sud européen s'enfonçant dans la crise...

Le profil officiel du parti est plutôt national-libéral, et il développe nettement moins un profil de pseudo-protestation sociale (démagogique) que par exemple le parti de Marine Le Pen. AfD absorbe néanmoins plusieurs courants d'extrême droite, vu la faiblesse structurelle en Allemagne des tentatives d'organiser des partis autonomes d'extrême droite. Il faut dire que le bloc conservateur a longtemps scrupuleusement veillé à ne laisser germer aucun concurrent potentiel sur sa droite. Ainsi la Patriotische Plattform (Plateforme patriotique), courant organisé à l'intérieur du parti AfD, peut sans difficulté être qualifiée d'organisation d'extrême droite. Elle était aussi très en pointe dans le soutien actif aux mouvements de type Pegida.

Le conflit sur l'orientation du parti est loin d'être terminé. AfD semble désormais durablement installé dans le paysage politique, sauf accident (par exemple suite à un dérapage important). Ce n'était pas aussi clair il y a encore un an : avec 4,7% des voix, le parti avait raté de peu l'entrée au Bundestag (Parlement fédéral) aux législatives de septembre 2013 (pour cela il lui aurait fallu obtenir au moins 5%). Puis il a réussi à entrer au Parlement européen en

mai 2014, avec un résultat de 7% en moyenne sur l'ensemble du territoire. Et surtout, fin août et septembre 2014, il a obtenu des scores importants (entre 10% et 13%) lui permettant d'entrer aux Parlements de trois régions en ex-Allemagne de l'Est : Saxe, Thuringe et Brandebourg. Lors de ces campagnes régionales, les sections concernées du parti AfD avaient mis en avant des thématiques contre l'immigration, l'insécurité ou la « délinquance frontalière » à proximité de la Pologne, bien plus que les questions liées à l'euro et aux politiques européennes.

La question du rapport aux restes du mouvement Pegida, et/ou au parti AfD, se pose aussi au bloc conservateur incarné par la CDU/CSU. Sous Angela Merkel qui passe plutôt pour la représentante d'un « pragmatisme » assez « désidéologisé » et surtout orienté par le maintien au pouvoir, une partie de la base du bloc conservateur fait sentir un manque de repères idéologiques. Elle lorgne d'autant plus vers AfD. Par ailleurs, une partie des stratèges de l'aile droite de la CDU – ou de sa sœur bavaroise, la CSU – s'appuie aujourd'hui sur l'émergence du mouvement Pegida pour reprocher à Angela Merkel de ne pas avoir été assez à droite. Selon eux, avec une orientation correcte, leur parti n'aurait pas été débordé sur sa droite. Le 27 décembre 2014, une telle critique a ainsi été exprimé dans une lettre envoyée par le député Hans-Peter Friedrich. Ce dernier n'est pas un simple député de base : non seulement il est président adjoint du groupe parlementaire CDU/CSU, mais il a été ministre de l'Intérieur fédéral dans un précédent gouvernement d'Angela Merkel.

Alors que les principales fractions des élites ont rejeté Pegida, menaçant selon eux la réputation du pays et donc l'économie exportatrice allemande, et qu'Angela Merkel s'est ouvertement opposée à ce mouvement dans ses vœux du 31 décembre dernier, des repositionnements futurs allant d'une partie du bloc conservateur jusqu'à des résidus de Pegida ne sont pas à exclure...

Bertold du Ryon

Lutz Bachmann l'ex-leader de Pegida à la Une du *Bild* grîmé en Hitler... DR

RODEZ (12) La journée nationale des inculpés du dialogue social

Au départ... Début 2014, l'Unedic et les partenaires sociaux entament une série de négociations pour convenir d'une nouvelle assurance chômage. Des réunions ont lieu dans les locaux du Medef, la CGT est écartée et le 22 mars un accord est signé...

L'accord signé précarise encore plus les chômeurEs par l'application de droits rechargeables. Actuellement, en France, 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés. Sans réelle surprise, les choix politiques pris par le gouvernement, le Medef et la CFDT (qui a signé) vont encore accroître le nombre de travailleurEs pauvres et exploitables.



Alertés par la tournure prise par les discussions, les intermittents créent le CIA - Collectif des intermittents de l'Aveyron - en février 2014. Le PCF, le PG, le NPA, la Confédération paysanne ou encore Solidaires en sont, entre autres, les premiers adhérents.

Une manifestation est organisée le 30 mai 2014 à Rodez, où le CIA

compte bien profiter de la venue de Hollande et de la ministre de la Culture à l'occasion de l'inauguration du musée Soulages pour tenter d'ouvrir le dialogue. Raté ! La seule réponse viendra comme bien souvent de la police... à coups de lacrymo et de matraque !

Victor est la victime

C'est alors que Victor, technicien intermittent du spectacle qui participait à cette manifestation, est attrapé par la police, et mis en garde à vue. Il est accusé de violences sur agent, mais il a toujours nié les faits. La question que tout le monde se pose est simple : comment ce jeune homme de 50 kg peut-il avoir blessé deux CRS de 90 kg et même leur « provoquer » des ITT ?

Victor passe en procès au tribunal correctionnel de Rodez ce mardi 17 février à 10 heures. Il aura alors besoin de toute notre solidarité, de tout notre soutien et de notre présence. Tous ensemble pour accompagner Victor à son procès !

Antoine Froissart

Informations pratiques sur le site du Comité de soutien aux inculpés du dialogue social (CSIDS) : csids.blogspot.com

Orientation et démocratie en question

Cette crise a mis en évidence les interrogations qui traversent la confédération. Tout d'abord des exigences démocratiques qui touchent aux règles de vie à l'œuvre dans l'ensemble des structures : salaires, avantages divers, mode de rémunération des permanentEs ainsi que le contrôle des instances, des prises de décision, des mandats, des modes d'élection des responsables. L'autre grande interrogation est centrée sur l'orientation de la Confédération, c'est-à-dire ses positionnements vis-à-vis du gouvernement, du patronat, plus globalement du dialogue social, mais renvoie aussi à la tactique unitaire et à la construction des mobilisations.

Certes, ces débats n'ont que peu traversé les structures de base de la CGT dont les militantEs se sont surtout efforcés de résister aux attaques conjointes des autres syndicats, des patrons et parfois de salariéEs, de sympathisantEs. Comme lors du débat sur le Traité constitutionnel européen, ce sont pour l'essentiel les structures intermédiaires (UD, quelques UL, fédérations) qui se sont positionnées de la façon la plus critique à la fois sur la démocratie interne et sur l'orientation. Un grand nombre certes, mais pas toutes, ce qui explique la longue résistance de Thierry Lepaon, appuyé par de nombreuses structures peu désireuses de mettre en cause l'orientation confédérale telle qu'elle était mise en œuvre par le successeur de Bernard Thibault. Le résorption de ce décalage de préoccupations est un des enjeux pour asseoir un minimum de démocratie syndicale.

Votes et recherche d'équilibre

C'est à cette réalité complexe que tente de répondre la nouvelle équipe rassemblée autour de Philippe Martinez. Le plus souvent présenté comme un « dur » voire un « communiste » dans la presse, il est surtout notable que lors de sa mandature à la tête de la direction fédérale métallurgie, cette fédération n'a marqué aucune rupture par rapport à la ligne confédérale.

CGT Sortie de crise ?

L'élection du bureau confédéral, de l'administratrice financière et du secrétaire général de la CGT semble marquer une pause dans la crise de la confédération commencée en octobre 2014 avec les premières révélations sur les dérives du mode de vie de Thierry Lepaon.



Philippe Martinez lundi 26 janvier dans la manifestation contre la loi Macron. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

En ce qui concerne le Bureau fédéral de dix membres nouvellement mis en place, s'il faut se féliciter de la parité hommes-femmes, ce qui frappe d'abord, c'est l'inégalité privé/public, avec huit membres issus du secteur public contre seulement deux du privé. De même avec quatre cadres et quatre agents de maîtrise ou technicienNEs, on s'éloigne de l'image de syndicat de la « classe ouvrière », parfois caricaturale et souvent formelle qui reste attachée à la CGT. Sur le plan des orientations, ou plutôt de la façon dont certaines se sont réfractées dans les votes anti ou pro-Lepaon, le partage est égal : cinq contre cinq. Il y a là une volonté de tenter de ressouder les rangs de la CGT en ménageant les sensibilités mais surtout les prérogatives d'appareils ne partageant pas les mêmes analyses et la même perception des enjeux politiques et sociaux, ainsi que des réponses

à y apporter. Une volonté pas entièrement partagée, comme en témoigne le vote de la commission exécutive confédérale, avec 27 voix pour, 9 abstentions et 6 contre la proposition de bureau confédéral. Mais une volonté plus assumée par un comité confédéral national dont les votes critiques se sont concentrés sur l'élection de l'Administratrice, pour laquelle des organisations notamment régionales - qui ont voté contre ou se sont abstenues - sont globalement plutôt classées à « gauche ». En ce qui concerne le bureau et le secrétaire général, l'équilibre recherché a atteint son but, rassemblant quasiment toutes les votes y compris celui de structures critiques.

La vraie issue : mobiliser

Il est significatif que la presse pointe la présence de responsables ou de structures s'étant engagées dans le Collectif 12 avril/3A ou dans les manifestations qu'il a initiées (12 avril, 15 novembre, 26 janvier...). C'est bien la volonté de ce collectif d'initier des mobilisations, des manifestations de rue, contre le gouvernement, de façon unitaire, avec notamment les organisations

politiques mais aussi des associations, qui s'est confrontée au refus de la direction confédérale. Tout comme les mobilisations unitaires autour de la défense de l'hôpital et de la santé, contre « l'Hôstérité », se sont heurtées à la défiance de la fédération. Comme l'ont pointé nombre de motions ou contributions de différentes structures, les questions de l'orientation - pour une « CGT lutte de classe » - et de démocratie sont étroitement liées. Les histoires plus ou moins récentes de telles confrontations ont souvent débouché sur des solutions autoritaires qui n'ont abouti qu'à un affaiblissement du syndicalisme. Les équilibres construits au niveau confédéral ne doivent pas servir à étouffer les débats. Mais surtout, la meilleure façon de sortir de l'ornière dans laquelle les pratiques bureaucratiques ont entraîné la confédération est d'engager la bataille contre les agressions patronales, les reculs engagés par le gouvernement. Les objectifs sont clairs : salaires, CICE, loi Macron, seuils sociaux. La détermination de l'ensemble de la CGT doit être à ce niveau.

Robert Pelletier

THYSSENKRUPP ASCENSEURS ANGERS (49) Poursuite de la mobilisation contre les licenciements

Les salariéEs de l'usine de production d'ascenseurs angevine se mobilisent sans relâche depuis des mois contre les 258 licenciements annoncés par la direction du groupe (voir l'Anticapitaliste n°274). Mardi 5 février, à l'appel de l'union locale CGT d'Angers, plusieurs dizaines de salariéEs ont manifesté leur colère devant une antenne de Pôle emploi à Angers.

Le cabinet d'expertise économique SECAFI, sollicité par les délégués du personnel, venait de rendre son rapport. 200 emplois pourraient donc être maintenus sur le site angevin, cela sans mettre en péril la santé financière de l'entreprise ! Les éluEs angevins, qui avaient tous déclaré soutenir le personnel contre les licenciements lors de l'annonce du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en septembre dernier, sont restés bien silencieux...



Mardi 5 février rassemblement devant le Pôle emploi à Angers. DR

Interdire les licenciements

ThyssenKrupp Ascenseurs est une filiale du groupe allemand ThyssenKrupp qui réalise des profits colossaux.

Sur l'exercice 2013-2014 clos fin septembre, le bénéfice d'exploitation du groupe a doublé, à 1,33 milliard d'euros. Et pour l'exercice

en cours, le groupe attend un résultat opérationnel de 1,5 milliard d'euros. Les licenciements prévus sur le site angevin n'ont qu'un seul objectif : remplir encore plus les poches des actionnaires. Mais les salariéEs n'ont pas dit leur dernier mot, d'ores et déjà de nouvelles actions sont prévues dans les jours qui viennent. Il y a urgence à organiser une lutte d'ampleur pour imposer l'interdiction des licenciements, à Thyssen Angers comme ailleurs.

Correspondant

« MINEURS ISOLÉS ÉTRANGERS » À LA RUE --- Pour le respect de leurs droits... et de la loi !

Chaque année, des milliers d'adolescents fuyant seuls leur pays, sans aide parentale ni soutien financier, arrivent en France. La loi, qui les regroupe sous le label « mineurs isolés étrangers » (MIE), prévoit leur prise en charge par l'État : logement, santé, éducation, etc.

Ces droits ont même été réaffirmés par la circulaire Taubira du 31 mai 2013 qui stipule que : « Le conseil général du lieu où le jeune se déclarant mineur isolé étranger a été repéré ou s'est présenté, l'accueille

pendant les 5 jours de l'accueil provisoire d'urgence prévu à l'article L.223-2 du code de l'action sociale et des familles. Si au terme du même délai, la situation du jeune n'est toujours pas clarifiée, la circulaire prévoit le maintien de la

SORTIR DU NUCLÉAIRE

Vent nouveau sur le réseau

Lorsque le réseau Sortir du Nucléaire signait la pétition « L'ultimatum climatique [www.copenhague-2009.com] » contre le réchauffement climatique faisant l'impasse sur le nucléaire, il ne se doutait sans doute pas qu'il ouvrirait une crise dans ses rangs qui durerait cinq bonnes années...



Samedi 9 mars 2013 à Paris, le NPA à la chaîne antinucléaire. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Le porte-parole de l'organisation Stéphane Lhomme et aussi de nombreux militants ont fustigé cette signature, soutenant la campagne « Don't nuke the climate! », qui proclamait « ni nucléaire, ni effet de serre ». Cette dissension sera résolue de la pire des façons lors de l'AG de 2010, par la révocation des mandats de la majorité du conseil d'administration et le licenciement de Stéphane Lhomme. Depuis, le réseau a vu partir de nombreux groupes, disputes et

insultes émaillaient chaque rassemblement, et surtout le réseau perdait progressivement son rôle de coordination des centaines de groupes locaux.

Depuis Fukushima, une nouvelle génération s'est investie dans le militantisme et l'activisme antinucléaire, et de nouveau se pose à eux la nécessité d'une coordination nationale et d'une mutualisation des forces, d'un vrai réseau démocratique, outil de lutte et de réflexion. Ce dont s'avérait incapable un réseau englué

dans ses divisions, devenant de plus en plus un collecteur de fonds à la manière des ONG, embauchant des salariéEs pour cette tâche qu'il payait avec les fonds récoltés...

Nouvelle équipe, nouveau militantisme

Depuis janvier 2014, une trentaine de groupes, parmi les plus importants en nombre d'adhérentEs se sont réunis, ont mis en commun leurs idées et projets pour redonner au réseau une vigueur nouvelle. Trois motions résument leur engagement: réhabiliter les exclus de 2010; mettre en place un fonctionnement décentralisé; tenir en 2015 un congrès de toutes les organisations antinucléaires à la veille du nouveau sommet mondial contre le réchauffement climatique (COP 21). Et clore la crise ouverte en 2009, par une campagne pour le climat, les énergies renouvelables et la sobriété énergétique et contre le nucléaire. L'assemblée générale nationale qui s'est tenue le week-end des 31 janvier et 1^{er} février a accueilli cette initiative au-delà des espérances de ses initiateurEs. Elle a voté à près de 70% la motion de réhabilitation, et plébiscité un congrès. Une nouvelle équipe d'animation issue de ces groupes est désormais en charge de ressouder le militantisme antinucléaire. Le NPA, présent lors de cette AG, partage les thèmes défendus par cette nouvelle majorité et leur a apporté tout son soutien.

Commission nationale écologie

Dans un premier chapitre du dossier, la revue expose la manière dont les médias dominants – surtout audiovisuels – contribuent à la « banalisation » de l'extrême droite, de ses thèmes et de ses thèses. Alors que les questions de société sont dépolitisées et réduites à un spectacle de divertissement pour le « grand public », le FN bénéficie grandement de sa présentation un peu sulfureuse, mais faisant partie intégrante du « jeu ».

Médiacritique(s) analyse ensuite l'action de quelques journalistes des « grands » médias qui présentent certaines proximités idéologiques avec l'extrême droite: Éric Zemmour ou Ivan Rioufol et Yves Thérard du *Figaro*.

Résister à l'extrême droite et aux médias dominants

L'extrême droite a aussi ses médias, dont quelques-uns sont présentés en détail: l'« agence de

MÉDIAS Acrimed fait front!

Le nouveau numéro (premier trimestre 2015) de la revue *Médiacritique(s)*, publication de l'association Acrimed (Action-Critique-Médias), consacre un long dossier à la question des rapports entre médias et extrême droite.

presse » Novopress (proche de la mouvance identitaire), « F de Souche » et le site « E&R » d'Alain Soral. Mais elle compte également ses propres organes de (pseudo) critique des médias dominants... qui s'acharnent à démonter que ceux-ci feraient trop de place à une idéologie antiraciste et universaliste: la fondation Polemia, l'« Observatoire des journalistes et de l'information médiatique », et encore une fois « E&R » d'Alain Soral, obsédé par le complot juif... La revue termine par ce constat: « Ces critiques réactionnaires des médias sont en tout point opposés à la nôtre. »



Samedi 31 janvier, l'association a organisé sa première « journée de la critique des médias ». Salle comble, avec plusieurs centaines de participantEs, la présence de représentantEs de structures militantes (Solidaires, SNJ-CGT, SNJ, Syndicat de la magistrature, LDH, Attac), de journalistes (Serge Halimi du *Monde diplomatique* et Agnès Rousseaux de *Bastamag*), de documentaristes (Pierre Carles et Gilles Balbastre), et Didier Porte. De quoi manifester l'existence d'un front militant, critique et caustique face aux médias dominants.

Bertold du Ryon

Plus d'infos: www.acrimed.org

PLAN ÉCOPHYTO

Saison 2: la santé et l'environnement sacrifiés!



La menace gronde... PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a dévoilé le nouveau plan Écophyto qui va remplacer le premier, issu du Grenelle de l'environnement de Sarkozy en 2008...

La version UMP nous promettait de réduire l'utilisation de pesticides de 50% d'ici 2018. Résultat des courses: + 10% entre 2008 et 2013! La version PS maintient le même objectif mais d'ici 2025... alors que l'on trouve toujours dans l'eau des molécules qui sont interdites depuis plus de 20 ans et que les nouvelles molécules sont toujours plus létales que les anciennes. Les moyens alloués (70 millions d'euros) sont à mettre en rapport avec la taille d'une industrie qui pèse près de 2 milliards d'euros. La France, dont la superficie est la 45^e du monde, est le troisième pays utilisateur de biocides et le premier en Europe.

Les mesures annoncées sont risibles. Le plan prévoit d'augmenter le nombre de fermes « Dephy », ces fermes « pionnières » qui ont réussi à diminuer de quelques pourcents leur utilisation d'intrants chimiques, de 2000 à 3000, alors que la France compte 515000 exploitations agricoles... Encourager l'usage de pulvérisateurs plus précis revient à combattre le réchauffement climatique avec des voitures plus aérodynamiques! Sans mentionner le fait que de nombreux produits ne sont pas pulvérisés mais enrobent les semences.

Le « plan supercherie »...

La méthode de calcul basée sur les NODU (Nombre de doses unités) est une supercherie. Seule est prise en compte la substance dite active, alors que l'on sait parfaitement que les adjuvants sont autant, voire plus, dangereux. Les autres mesures consistent à remplacer des substances issues de la chimie de synthèse par des molécules prétendument naturelles (est-il besoin de rappeler que l'on peut s'empoisonner très efficacement avec des substances naturelles, amanites et autres digitales?). Toutes les mesures de biocontrôle (par des substances ou des organismes naturels) n'ont aucun sens si on ne remet pas à plat tout le système agricole.

Nous rejetons les mesures proposées par EÉLV: l'augmentation de la fiscalité, dont l'inefficacité a été démontrée par la taxe carbone; le moratoire sur les pesticides néonicotinoïdes, alors qu'il faudrait les interdire à jamais. Avec ce plan Écophyto, on voit bien qui est aux manettes des ministères de l'Écologie et de l'Agriculture: l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP) et la FNSEA. Et pas la moindre considération pour l'environnement et la santé des travailleurs et de la population.

Commission nationale écologie



À Paris une manifestation le 30 mai dernier. DR

mesure de placement dans son lieu de placement initial jusqu'à l'issue de l'évaluation.»

Pourtant, à Paris, ce sont environ 250 jeunes recensés, mineurs, isolés et étrangers en âge d'être scolarisés qui sont en danger, car ils vivent à la rue ou dans des hébergements temporaires inadaptés. Ils ont fui leurs pays soumis aux guerres impérialistes, aux pillages

économiques et se retrouvent tout simplement abandonnés, sans solution d'hébergement. Pour se nourrir, ils sont obligés de se reposer sur des initiatives associatives.

Ils se sont inscrits auprès de la PAOMIE (Permanence d'accueil et d'orientation des mineurs isolés étrangers) en vue d'une admission à l'ASE (Aide sociale à l'enfance). Or, on s'aperçoit sur le terrain que, pour la plupart des jeunes, cette inscription n'a ouvert aucune prise en charge ou reconnaissance de leur situation. Ils ne bénéficient pas d'une « mise à l'abri » et les délais pour les entretiens qu'ils doivent passer en vue d'établir leur âge sont interminables. Ainsi, certains attendent depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, sans que la présomption de minorité ne

leur soit appliquée. Parmi ces jeunes, environ une quarantaine sont scolarisés dans les lycées parisiens...

Que dire aussi des pratiques honteuses comme le recours par l'ASE aux tests osseux pour déterminer l'âge des jeunes? Ces tests, inventés au départ pour détecter des retards de croissance d'enfants dont on connaît l'âge, sont utilisés pour soi-disant établir un âge... Ils ont notamment été mis en cause par plusieurs instances: dès 2005, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) en soulignait « l'inadaptation ». Mais c'est surtout un outil pour exclure des jeunes migrants des dispositifs d'aide!

La Ville de Paris doit les loger!

Face à la mobilisation ayant entraîné l'occupation d'un gymnase début

décembre, la mairie de Paris a mis en place une solution d'urgence en ouvrant un gymnase d'une capacité de 55 places: un nombre insuffisant et ne répondant pas aux besoins fondamentaux de ces jeunes (santé, éducation, vie courante). Pourtant selon Dominique Versini, adjointe à la maire en charge de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion à Paris, « pour tous les jeunes (environ 60), des solutions d'hébergement ont été trouvées dans l'urgence ». Un mensonge, car rien qu'en comptant les jeunes scolarisés, ils ne sont pas moins d'une quarantaine à vivre actuellement dans la rue!

À l'heure où le gouvernement apporte sur un plateau 30 milliards d'euros au Medef avec son Pacte de compétitivité, l'argument budgétaire n'est pas

recevable. Et si des jeunes dorment à la rue ou dans des conditions précaires, c'est bien la conséquence d'un choix politique de la part du conseil de Paris. Si l'État est capable d'héberger en quelques heures 15 000 personnes lors d'une tempête de neige, comme cela a été le cas en décembre dernier en Savoie, la Ville de Paris peut sans difficulté loger ces jeunes, d'autant plus que les lieux d'hébergement existent: 130 000 logements sont vides sur Paris! Il faut intensifier la lutte et faire en sorte de créer un rapport de forces amenant à la prise en charge et à la protection de tout mineur isolé – logement, scolarisation, santé –, l'interdiction des tests osseux, ainsi que la régularisation des jeunes une fois majeurs.

F.B.



Les comités en action!

Saint-Ouen (93) Le NPA en réunion publique. Après les attentats des 7 et 9 janvier, le gouvernement reprend l'offensive... Le jeudi 5 février dernier, le comité NPA Saint-Ouen organisait une réunion publique pour discuter de la situation nationale. Après les attentats des 7 et 9 janvier et la manifestation nationale du 11 janvier, le gouvernement adopte un discours d'union nationale pour accélérer son offensive contre les travailleurEs et les plus démunisEs: le 26 janvier, les discussions autour de la loi Macron ont été lancées à l'Assemblée nationale et parallèlement, le gouvernement mène une offensive répressive au nom de la lutte contre le terrorisme. Au café Le Jaurès, une vingtaine de personnes se sont réunies pour partager leurs impressions et pour certainEs découvrir pour la première fois la politique que défend le NPA. D'autres avaient déjà eu des discussions avec le comité, mais ce qui primait pour tous était l'opposition à ce gouvernement qui fait payer la crise aux travailleurEs par l'attaque au code du travail au nom de «l'égalité et du progrès» et la répression policière, renforcée après les attentats qui fait ressentir, plus ouvertement que d'habitude, le racisme et l'islamophobie. Des travailleurEs de l'éducation nationale ont évoqué, par exemple, les mesures de surveillance imposées dans les collèges et lycées du 93. Tandis que le gouvernement profite d'un bond de popularité pour adapter sa politique, aux travailleurEs de s'organiser pour renverser cette situation. Le comité NPA Saint-Ouen invite tous ceux qui se sentent concernés à le rejoindre.

l'Anticapitaliste la revue

Le n°62 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Les Nôtres

Gilbert Marquis

Gilbert Marquis vient de mourir à l'âge de 84 ans, mon camarade et ami depuis 1950...



Il adhère à 20 ans au Parti communiste internationaliste, le PCI, la section française de la IV^e Internationale, au retour d'une brigade de travail en Yougoslavie, après la rupture de Tito d'avec Staline. Sa référence constante à l'autogestion trouve ses racines dans ce moment. Ouvrier à l'usine Chausson de Gennevilliers, puis de Meudon, il devient permanent syndical CGT à la Fédération des métaux de Seine-et-Oise. Avec sa gouaille et son insolence, il est de ceux qui savent dire son fait au patron, et entraîner les ouvriers de son atelier. À contre-courant politiquement en ces temps de domination du stalinisme, mais jamais isolé. Dans les débats du mouvement trotskiste à partir de 1952, Gilbert soutient les positions de la majorité de l'Internationale, faisant le choix de l'entrisme dans le mouvement réel, le PCF en France. Adhérent dans ces conditions au PCF, il en est exclu en 1958 à la suite des mesures contre le bulletin d'opposition interne «Tribune de discussion». Pendant la guerre d'Algérie, il est l'un des animateurs de l'activité de soutien au FLN menée par le PCI. À Jeune Résistance, organisation clandestine qui faisait du travail dans l'armée, il noue des relations politiques avec un jeune militant des Jeunesses communistes, Alain Krivine. Après l'exclusion en 1965 de la IV^e Internationale de Michel Pablo, Gilbert devient l'un des principaux animateurs en France du courant dit «pabliste», participant successivement à l'AMR, au PSU, à l'Alternative rouge et verte... Suite à l'autodissolution de ce courant, il rejoint un court moment la LCR en 1993.

Ne renonçant jamais à vouloir changer le monde, son ouverture à tous les mouvements d'émancipation est la marque de son engagement militant. Salut camarade!

Henri Benoît

Militant au PCI depuis 1944, ancien Renault à Billancourt, Henri Benoît est aujourd'hui militant du NPA.

En campagne

21 mars : ensemble contre le racisme et le fascisme!

«*Parce que notre indignation n'est pas sélective, nous n'oublions pas, aux côtés des victimes des attaques de Charlie hebdo et de l'Hyper Cacher, les milliers de migrantEs disparuEs en Méditerranée et ailleurs, les victimes des violences policières dans nos quartiers ainsi que Rémi Fraisse, manifestant tué par la police. Nous n'oublions pas les mortEs de Gaza, de Homs, du Nigeria ou de Kobané et toutes les victimes de la guerre comme nous n'oublions pas les victimes de la violence d'extrême droite. C'est en leur mémoire que nous appelons à descendre massivement dans la rue le 21 mars prochain*»...

C'est ainsi que devrait finir le texte d'appel unitaire actuellement en discussion pour des manifestations le 21 mars prochain à l'occasion de la journée mondiale contre le racisme. Ces manifestations sont déjà prévues à Athènes, Barcelone et Londres. Lors d'une rencontre de la Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM) à Berlin ce week-end, la date a été reprise et des initiatives devraient aussi voir le jour en Italie et en Allemagne. Cette dimension internationale est importante, alors que François Hollande a utilisé la manifestation du 11 janvier dernier pour faire défiler au premier rang tous les représentantEs de l'impérialisme.

En France, depuis une quinzaine de jours, des réunions se sont tenues, à Paris, à Grenoble, à Toulouse notamment, dans différents cadres, pour discuter de la nécessité d'une riposte à l'offensive raciste, islamophobe et sécuritaire qui a suivi les attentats de début janvier. Cette mobilisation pour le 21 mars doit servir d'appui pour ces initiatives et de point de convergence. Car il y a urgence à donner une visibilité, dans la rue, à une réponse à la multiplication des actes islamophobes, au durcissement sécuritaire et au climat d'union sacrée développé par le gouvernement pour légitimer sa politique de casse



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Et comme le dit le projet d'appel : «*nous refusons de nous résigner à la montée de l'extrême droite, qu'elle prenne la forme du Front national, des groupes ouvertement fascistes et agressivement islamophobes ou de courants antisémites*».

Immigration et mouvement ouvrier

Ce n'est pas un hasard si l'initiative a été prise par l'Union nationale des sans-papiers, car ce climat est de mauvais augure pour les migrantEs au moment même où l'Assemblée nationale prépare une nouvelle loi sur

l'immigration et le droit d'asile. En quinze jours à peine, une trentaine d'organisations ont déjà répondu à l'appel des sans-papiers: associations (UJFP, ATMF, FUIQP, AFA...), syndicats (Solidaires, CNT...), partis (AL, Ensemble, NPA, PIR, PCF...).

Il s'agit d'abord de faire sauter le couvercle de la peur pour les fractions de notre classe directement visées par le racisme. Cela nécessite la participation des associations de l'immigration et des quartiers, et un travail de mobilisation sur le terrain. Il s'agit aussi d'entraîner les organisations du mouvement ouvrier pour démontrer, dans la rue, que notre unité n'est pas «nationale» ni basée sur une guerre de civilisations ou de religion... Ce sont ces objectifs que poursuit le NPA. Il n'y a donc pas de temps à perdre pour élargir la mobilisation. Une manifestation est prévue sur Paris qui devrait démarrer symboliquement à Barbès dans le 18^e arrondissement. Mais cette journée doit aussi être l'occasion de manifestations dans d'autres villes de France.

Nous avons un mois pour commencer à relever la tête et créer les conditions d'une riposte aux politiques racistes, impérialistes et antisociales mise en place autour de l'union nationale.

Denis Godard

Semaine anticoloniale et antiraciste

À vos agendas!

Cette année, la 10^e « semaine » anticoloniale et antiraciste – qui dure en fait deux semaines – s'étend du 14 février au 2 mars à Paris¹. Comme chaque année, elle sera encadrée par deux moments forts : le salon anticolonial et une manifestation de rue...

Le salon anticolonial a lieu à la Bellevilloise les 14 et 15 février. En particulier, une table ronde, se tenant le samedi à 13h45, reviendra sur la situation après les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hyper Cacher.

La « Marche solidaire des peuples en lutte », manifestation de rue, se déroulera deux semaines plus tard, le samedi 28 février à partir de 14h à Barbès. Il nous incombe de contribuer à en faire un succès, ne serait-ce qu'à titre d'échauffement pour la manifestation antiraciste et antifasciste du 21 mars. Dans le prolongement de cette mobilisation, la journée « Décolonisons ! », le 1^{er} mars au CIGP, sera l'occasion – projections, débats, musique et bouffe à l'appui – de regarder et de balayer devant notre porte, soit du côté de la « France d'outre-mer », les DOM-TOM, mais aussi de la Corse, du Pays basque ou de la Bretagne...

Palestine vivra!

Chacun pourra faire son choix dans la riche programmation de la quinzaine. La solidarité avec la résistance palestinienne est indissociable du sentiment de domination coloniale éprouvée dans les quartiers populaires, et, à terme, la victoire du peuple palestinien serait la meilleure manière d'endiguer une

montée de l'antisémitisme. Nous ne pouvons donc qu'attirer particulièrement l'attention sur la soirée du mercredi 18 février organisée par Politis sur le conflit israélo-palestinien et la société française, sur la conférence de Richard Wagman, président d'honneur de l'UJFP et auteur de *la Palestine, une question juive*, organisée par le NPA à la librairie la Brèche le jeudi 19 février à 18h, ou encore, alors que le tout-répressif frappe jusque dans nos rangs, sur la séance consacrée à la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) le vendredi 27 février à l'Espace Jean-Dame.

Une quinzaine solidaire

Par ailleurs, un parti anticapitaliste ne pouvant se désintéresser de la dimension économique des problèmes, nous sommes partie prenante, via le *Collectif StopTafta 19/20*, de l'organisation d'une conférence débat sur les « Accords de partenariat économique imposés », au nom de la libre concurrence, aux peuples d'Afrique pour lesquels ils sont désastreux, tant sur le plan budgétaire que commercial. Cela se déroulera le mercredi 25 février au siège de la CNT, 33 rue des Vignes, avec la participation de l'économiste Jacques Berthelot et de Samuel Njufom de l'UPC (Union des populations du Cameroun).



De même, notre solidarité avec les luttes sociales pourra aussi se manifester le mardi 24 février, à l'occasion de la conférence sur les émancipations au Maghreb et au Machrek avec, entre autres, notre camarade Julien Salingue.

Quant à notre engagement au côté des femmes victimes de violence, il trouvera lieu de s'exprimer lors de la vente-expo du samedi 28 février au soir au profit des femmes tutsies ayant porté plainte pour viol contre des officiers français.

Bref, une fois de plus, le principal embarras de cette quinzaine risque bien d'être celui du choix...

François Brun

1 – Programme complet sur

<http://www.anticolonial.net/spip.php?article2977>

Essai



Fascisme et grand capital, Daniel Guérin

Éditions Libertalia, 2014, 20 euros

Publié pour la première fois en 1936, *Fascisme et grand capital*, que viennent de rééditer les éditions Libertalia, reste encore aujourd'hui une des analyses les plus complètes et les plus pertinentes sur les origines du fascisme, les causes de son triomphe en Italie et en Allemagne, la nature, l'idéologie et les grandes tendances de ces régimes.

A lors jeune militant proche de la revue *La révolution prolétarienne*, ayant effectué deux voyages en Allemagne, Daniel Guérin s'est appuyé sur les témoignages de réfugiés antifascistes. Il décrit en

parallèle ces phénomènes tels qu'ils se produisirent successivement en Italie et en Allemagne. En premier lieu, son ouvrage démontre que le fascisme n'est qu'une forme particulière prise par le système capitaliste et non une nouvelle forme de société. En dépit de leur discours « socialiste », les nazis - Nationaux socialistes -, s'ils ont mis au pas quelques bourgeois

récalcitrants, ne se sont jamais attaqués à la propriété capitaliste. Leur discours purement démagogique était nécessaire pour pouvoir mobiliser et encadrer une partie de la population frappée par la terrible crise économique de 1929. C'est cette capacité à enrégimenter une petite bourgeoisie paupérisée et des éléments déclassés pour constituer des bandes armées et

les lancer contre les organisations ouvrières qui constitue une des caractéristiques essentielles du fascisme et le distingue des dictatures militaro-policières traditionnelles. Le financement de ces bandes par les grands capitalistes italiens et allemands joua un rôle considérable. Pourtant ceux-ci jouèrent avec le feu en portant au pouvoir des hommes qu'ils ne contrôlaient pas entièrement. Les nazis, grâce à leur base sociale, en constituant leur propre appareil militaire et policier, disposèrent d'une certaine autonomie, car Hitler ne fut pas une simple marionnette des capitalistes. Guérin pensait que le fascisme se transformerait en dictature militaire traditionnelle, ce qui ne fut pas le cas : quand une fraction de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire tenta de se débarrasser d'Hitler à la fin de la guerre, son coup échoua.

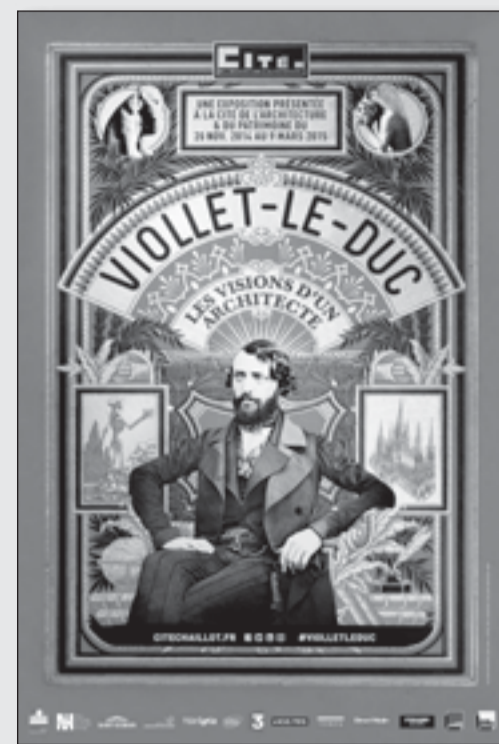
S'attaquer au système qui génère la barbarie

Guérin explique comment les nazis parvinrent à « transmuier l'anticapitalisme de leurs troupes en antisémitisme ». Pourtant, dans l'édition remaniée de 1945, il consacre peu de place à la politique d'extermination des nazis, laquelle ne peut s'expliquer que par l'autonomie de l'idéologie et du monstre mis en place, dans la mesure où elle ne répondait à aucune exigence économique¹. En revanche, reprenant l'analyse de Trotski, il dénonce la politique suicidaire des staliniens et met clairement en lumière les raisons de la défaite du mouvement ouvrier : « L'antifascisme est illusoire et fragile, qui se borne à la défense et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même. » En période de crise aiguë, on ne peut compter sur la démocratie bourgeoise pour nous protéger du fascisme. C'est pourquoi, quand toutes les horreurs de la barbarie nazie apparaîtront au grand jour, il insistera sur la vanité du mot d'ordre « Plus jamais ça », si on ne s'attaque pas au système qui porte toujours les germes de la barbarie.

Gérard Delteil

1 - Sur cette question, qui a suscité depuis une abondante littérature, on peut lire en particulier le texte d'Alex Callinicos dans la revue *Que faire?* : <http://quefaire.lautre.net/Marxisme-et-holocauste> suivi d'une longue bibliographie.

Exposition



Viollet-le-Duc, les visions d'un architecte

Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris, jusqu'au 9 mars 2015

U ne exposition idéaliste sous couvert d'un génie national. La pensée Viollet-le-Ducienne a ouvert de nombreuses portes pour ce qui est du domaine de l'architecture, mais n'oublions pas qu'elle en a fait s'effondrer plusieurs autres. La théorie idéaliste, aussi bien consciencieuse que brutale de Viollet-le-Duc (1814-1879) dans son *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle* défendait le fait que « restaurer un édifice [...], c'est le rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné. » Il trouve opposition chez John Ruskin qui se place contre la modernité, la division du travail, et l'interventionnisme systématique. Défendant l'artisanat, il affirme que l'homme pouvait vivre sans architecture mais que sans elle, il nous était impossible de nous souvenir. Alors comment nous souvenir si l'original disparaît ? Comment restituer à l'objet restauré une valeur historique, si elle perd son historicité ? Les marques du temps font partie de l'essence même du monument. Dans certains cas, restaurer revient à redonner vie à un mort. Viollet-le-Duc a « la nostalgie de l'avenir et non celle du passé ».

Aujourd'hui, le patrimoine est une industrie qui nous assomme d'idées standardisées, dans une scénographie clinquante, passées au lami noir de la culture, le tout enrobé d'un affreux rouge plus si étrusque que ça. La réaction des journaux spécialisés se révèle bien docile et conciliante. On en vient à constater à quel point le journalisme est devenu publicité.

« Les visions d'un architecte » : visions unilatérales annoncées par une affiche rouge, reprise des éditions Hetzel, où l'on nous évoque ce « Jules Verne » de l'architecture bien connu pour ses monuments dé-restaurés. Mais y a-t-il pour autant un lien entre Jules Verne et Viollet-le-Duc ? Une question de marketing : il faut bien l'avouer, Viollet-le-Duc a encore un peu de poussière sur son costume trois pièces. Cette exposition manque cruellement de recul et d'impartialité, à la limite de la propagande. Ayant parcouru les lieux en connaissance préalable du sujet, on en ressort déconcerté faute d'avoir été convaincu par le #violletleduc. Malgré quelques remarques acides, c'est un beau contenu que vous pourrez y trouver, certes victime de la doctrine de certains historiens de l'art, mais tout de même intéressant. Veillez donc à ne pas manquer la caricature par Eugène Giraud, la seule œuvre en contrepoint.

F.M. & H.J.

Essai

Enfance d'un petit eurasien, Pierre Louis

Éditions Thé Gioi, 2014, 16 euros

Beaucoup de militantEs chez Renault et plus largement connaissent Pierre Louis comme ami et militant. Avec *Enfance d'un petit Eurasien*, Phom Van Thanh nous livre un témoignage rare sur son enfance d'enfant eurasien au Vietnam, « petit Vietnamien comme les autres » bercé par les contes et les légendes du Vietnam. Après que le père, militaire français, fut parti, l'administration coloniale, au lieu de donner une pension pour aider mère et enfant, décida de les séparer « en achetant l'enfant à la mère ». Comme beaucoup d'autres, Pierre se retrouva

dans un orphelinat réservé aux métis et tenu par des religieuses. Punitons corporelles, apprentissage à marche forcée de la langue française, l'histoire de « ses » ancêtres les gaulois rythment la vie dans l'orphelinat. Quelques événements franchissent les portes de l'orphelinat : l'occupation par les troupes japonaises en mars 1945, la bombe « atomique » tombée sur Hiroshima, l'arrivée du Viet Minh avec les mots de liberté. La guerre d'Indochine commençant, les autorités françaises organisèrent le départ en France de nombre de ces enfants métis. Son récit s'arrête en août 1947, date de



son débarquement à Marseille : à douze ans, « son histoire devient une histoire d'adulte ». Un récit à lire pour apprendre comment se forge dans une société coloniale une conscience de jeune révolté. JCV
Édité et imprimé au Vietnam, disponible à la librairie La Brèche.

Essai photographique

Musée national, Marc Lathuillère

Édition La Martinière, 2014, 49 euros

Le « produit France », un pamphlet photographique ? *Musée national* de Marc Lathuillère propose une saisissante représentation de l'exploitation contemporaine du capital touristique français. En France plus qu'ailleurs, le décorum a de quoi séduire et allécher le chaland tant le patrimoine français, du bâti à l'assiette, est propice à la folklorisation des imaginaires et des goûts. Des paysages aux pratiques d'antan, la conservation du patrimoine n'a de cesse d'être montrée en spectacle, happant chacun d'entre nous dans un fétichisme passionnel des marchandises touristiques. Le masque porté par chaque personnage photographié interroge habilement cette neutralisation à l'œuvre des désirs condamnés à ne se réaliser qu'au travers des objets et des gestes imposés par l'exercice d'un rôle emprunté au registre de la fiction touristique.



La visite du *Musée national* fonctionne ainsi comme un effrayant mais essentiel révélateur du double masquage idéologique à l'œuvre. D'une part un masquage de l'espace sensible par ce déversement incessant d'images publicitaires venant contaminer notre rapport aux paysages et aux figures présentes et passées ; d'autre part un masquage politique : cette exploitation des potentialités touristiques d'un lieu exacerbe la nostalgie et les passions identitaires. Le refuge

semblerait alors tout trouvé : non seulement les vieilles recettes se vendent très bien aujourd'hui mais de surcroît ne rendaient-elles pas heureux nos aïeux ? Mais le passé ne se rattrape jamais et cette conservation spectaculaire nous tiendrait davantage à distance d'une histoire de plus en plus réduite à sa valeur d'échange. Et je regrette que Michel Houellebecq, préfaçant l'ouvrage, y trouve là l'occasion d'affirmer à nouveau sa vision paranoïaque de l'histoire : les Français auraient renoncé à évoluer, se réfugiant dans leur rôle de petit marchand d'officine touristique... J'admets que l'ouvrage porte cette ambivalence, mais je préfère pour ma part me rappeler que sous chacune des photos, l'artiste a renseigné des noms comme autant de consciences qui ont accepté la pose, mais n'en sont pas dupes pour autant ! Baptiste

librairie
*la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
contact@la-breche.com



L'Anticapitaliste | Libre expression

TUNISIE “ Les différentes expressions de la contre-révolution se préparent à passer à la contre-offensive contre les classes laborieuses et la jeunesse ”

Entretien. Le 5 février, le Parlement a voté à 81,4 % la confiance au nouveau gouvernement, dont la mission est de tenter de « refermer la parenthèse révolutionnaire ouverte le 14 janvier 2011 ». Pour parler de la situation politique du pays, nous avons rencontré **Fathi Chamkhi**, député du Front populaire (FP) et militant de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO).



DR

Quelle est l'orientation des partis présents au gouvernement ?

Qu'ils se réclament du « modernisme », de l'islamisme ou franchement du libéralisme, ils n'ont en fait que des divergences de façade. Ils le savent très bien ! Aucun n'a véritablement de programme, encore moins un projet pour cette Tunisie qui a rejeté l'austérité et les restructurations néolibérales, et qui continue de refuser d'en supporter les frais. Ce qui compte pour eux, c'est de convaincre les vrais maîtres de la Tunisie, à savoir le capital étranger, qu'ils représentent une alternative viable à l'ancien pouvoir dictatorial. Il va de soi qu'ils poursuivent sa politique néolibérale sans se soucier du droit des Tunisiens à disposer librement d'eux-mêmes.

Depuis plus de deux ans, Nidaa Tounes et Ennahdha ont passé une grande partie de leur temps à expliquer que leurs projets étaient incompatibles. Comment expliquer qu'ils se retrouvent aujourd'hui dans le même gouvernement ?

Leurs divergences de façade sont en train de passer à la trappe. Fini pour Nidaa les appels à l'alliance large des démocrates pour la défense de la « société civile » contre « la menace islamiste », qui lui ont permis de se construire puis de gagner les élections. Fini aussi, les discours du parti islamiste sur la nécessité de défendre la révolution contre les représentants de l'ancien pouvoir de Ben Ali.

Une fois les élections passées, les masques sont tombés. L'heure est à « l'union sacrée ». Il est clair que, en s'unissant, les différentes expressions de la contre-révolution se préparent à passer à la contre-offensive

contre les classes laborieuses et la jeunesse qui revendiquent une vie meilleure et un avenir.

Quelles répercussions cette alliance provoque-t-elle dans les rangs et dans l'électorat de Nidaa et Ennahdha ?

Beaucoup, surtout parmi celles et ceux qui ont voté pour Nidaa, se sentent trahis par cette alliance qui réinstalle au gouvernement les islamistes qu'ils voulaient écarter, en votant pour Nidaa. L'argument du « vote utile » contre le « danger islamiste » avait permis à Nidaa de siphonner les voix de plusieurs partis, ainsi qu'une partie de celles du Front populaire. Ennahdha, pour sa part, assiste impuissante au rétrécissement de sa base électorale. Son discours idéologique, qui lui avait permis de gagner les élections de 2011, est en train de tomber en lambeaux : après son échec au pouvoir, son alliance avec Nidaa lui ôte toute crédibilité aux yeux de larges couches des classes populaires qui étaient tombées il y a trois ans sous le charme de l'idéologie islamiste.

Quelles sont les raisons avancées par le Front populaire pour refuser de voter la confiance au gouvernement, et à plus forte raison y participer ?

D'abord, le refus de la présence dans le gouvernement de ministres d'Ennahdha. Ensuite, le refus d'y voir aussi des dirigeants de l'ancien pouvoir de Ben Ali. Enfin, et c'est la raison la plus importante, le rejet du programme économique et social du gouvernement, qui n'est rien d'autre qu'un remake « élargi et approfondi » de celui qui était appliqué sous Ben Ali. Ce positionnement est à mon sens tout à fait juste. Même s'il y a eu certaines faiblesses dans la cohérence du discours du FP, il a su en fin de compte se démarquer de toutes les composantes de l'alliance contre-révolutionnaire actuellement au pouvoir, regroupant « modernistes » et islamistes.

Quelle va être la politique économique et sociale du gouvernement ? Le train est déjà lancé ! Il poursuit

dans la même voie sans issue, tout en essayant d'aller plus vite. Concrètement, le gouvernement veut poursuivre la mise en œuvre du second plan d'ajustement structurel dicté par le FMI et la Banque mondiale, ainsi que des nouveaux accords de libre-échange avec l'Union européenne. L'holocauste social va se poursuivre, ce qui risque fort de rendre, de nouveau, la situation explosive.

Quel bilan d'étape fais-tu du Front populaire ?

Dans une situation de crise sociale grave, avoir 15 députés sur 217 (soit moins de 7%), ce n'est pas assez. Je considère cela comme une défaite. Nous sommes largement derrière Nidaa (86 députés) et Ennahdha (69 députés). Le FP s'est même laissé distancer par l'UPL (16 députés), un parti créé de toutes pièces par un homme d'affaire douteux, qui a longtemps séjourné en Libye et en est revenu après la chute de Kadhafi. Certes, le score du FP aurait pu être pire, vu ses défaillances organisationnelles, ses faiblesses d'analyse de la situation concrète, ses flottements politiques et de ses hésitations à répétition. Le fait de s'être laissé piéger par Nidaa, après l'assassinat de Mohamed Brahmi en juillet 2013, dans le Front de salut national (FSN) a été une erreur. Cela est très clair aujourd'hui¹. Nidaa en a tiré un grand bénéfice politique, grâce à ses manœuvres au sein du FSN, puis la façon dont a eu lieu, en janvier 2014, l'éviction d'Ennahdha du pouvoir.

Les répercussions fâcheuses des erreurs tactiques du FP et de son manque de clarté stratégique, ont été atténuées par l'attitude de ses adversaires politiques. D'une certaine manière, le FP a été tiré d'affaires par eux à plusieurs reprises. Il y a eu, par exemple, un débat intense au sein du FP, autour de la question des alliances électorales : une partie du FP se situait dans la vague du « vote utile » et était favorable à une alliance électorale large anti-Ennahdha. Nidaa a finalement aidé à trancher ce débat en décidant de se présenter seul aux élections. La même chose a eu lieu concernant

le vote de confiance au nouveau gouvernement où le FP donnait l'impression d'hésiter à propos de sa participation au gouvernement au côté de Nidaa². Dans le même temps, Nidaa était beaucoup plus tenté par une alliance avec Ennahdha. Il est vrai qu'un courant minoritaire, au sein de Nidaa, était opposé à cette alliance avec les islamistes et voulait renforcer sa position en cherchant un rapprochement avec le FP. Mais, au final, Nidaa a opté pour l'alliance avec Ennahdha.

Ce qui est positif est que même si le FP a fait des erreurs, il est parvenu à les surmonter. Maintenant, toutes les forces ayant voté la confiance au gouvernement vont essayer d'isoler le FP. Mais le FP a les ressorts suffisants pour serrer les rangs, améliorer son organisation, approfondir ses idées et avancer ses propres solutions.

Je reste optimiste sur son avenir, même si ce n'est pas gagné d'avance. La situation est difficile, mais le FP a montré qu'il était en capacité de gérer ses tensions et de corriger ses erreurs. Il a gagné en maturité, même si des faiblesses demeurent au niveau de ses analyses. Le FP compte en effet dans ses rangs des militantEs ayant les capacités et l'expérience nécessaires pour formuler un projet cohérent et compréhensible. Il lui reste à ne pas se limiter à agir au niveau du Parlement, mais à prendre toute sa place dans les mobilisations face à la crise économique et sociale que traverse le pays.

Propos recueillis par Dominique Lerouge

1- En ce qui la concerne, la LGO avait décidé de partir du FSN lors de son congrès de septembre 2013, tout en restant membre du Front populaire. Voir « Tunisie : au congrès de la LGO, le débat sur l'appartenance au Front de salut » :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30417> Dans les mois qui ont suivi, le FSN s'est ensuite désagrégé.

2- Pour sa part, la LGO avait décidé au lendemain des législatives d'octobre que ses députés ne voteraient pas la confiance au gouvernement quelle que soit la décision du Front. Le Courant populaire (parti nassérien membre du Front populaire) avait une position comparable. Voir « Après les élections législatives du 26 octobre » dans Inprecor n°609, octobre 2014 : <http://ks3260355.kimsufi.com/inprecor/home>

Vu ailleurs

Tribune de Genève

LES GRANDES FAMILLES. « Sangsues du peuple grec, dégagez ! »

Ce slogan est de plus en plus présent sur les réseaux sociaux pour dénoncer « ce petit groupe de millionnaires, propriétaires de médias et d'autres entreprises qui, ayant hérité ou créé des fortunes considérables, entretiennent des liens incestueux avec les politiques ». [...] Travaux publics, communications, banques, secteur pharmaceutique, domaine maritime, ces « 50 dynasties » ont mis l'économie du pays en coupe réglée, en colonisant tous les marchés publics. Des autoroutes aux aéroports, des grands conglomérats touristiques aux équipements militaires. [...] Ces barons, à l'instar d'un Berlusconi ou d'un Murdoch, sont aussi les propriétaires des principaux clubs de foot du pays et surtout des empires médiatiques. Selon un autre câble de l'ambassade américaine à Athènes intercepté par WikiLeaks : « Tous ces médias ne peuvent fonctionner de façon rentable, ils sont subventionnés par leurs propriétaires pour leur permettre d'exercer une influence politique et économique. » Et leur ascendant sur la société grecque s'est amplifié avec la crise.

Désormais, des pans entiers du service public sont passés entre les mains des armateurs : l'éducation à la fondation Niarchos, la culture à l'institut Onassis et la santé à l'organisation humanitaire Vardinoyannis. Comme le souligne ironiquement Yannis Varoufakis, conseiller d'Alexis Tsipras, leader de Syriza : « Dans toute bonne famille, le premier fils prenait l'entreprise, le deuxième devenait homme politique et le troisième pouvait être artiste. » Un entre-soi qui n'a cessé de se reproduire sur des décennies. [...] Évasion fiscale massive oblige, les avocats financiers ont alimenté des comptes en Suisse ou au Liechtenstein, ont servi à l'achat de luxueuses villas à Londres ou ont été placés dans les Balkans. La Grèce est le premier investisseur en Roumanie, Bulgarie, Albanie et même en Macédoine.

« La gauche s'attaque aux "sangsues du peuple" », Effy Tselika, *Tribune de Genève*, jeudi 22 janvier 2015

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org